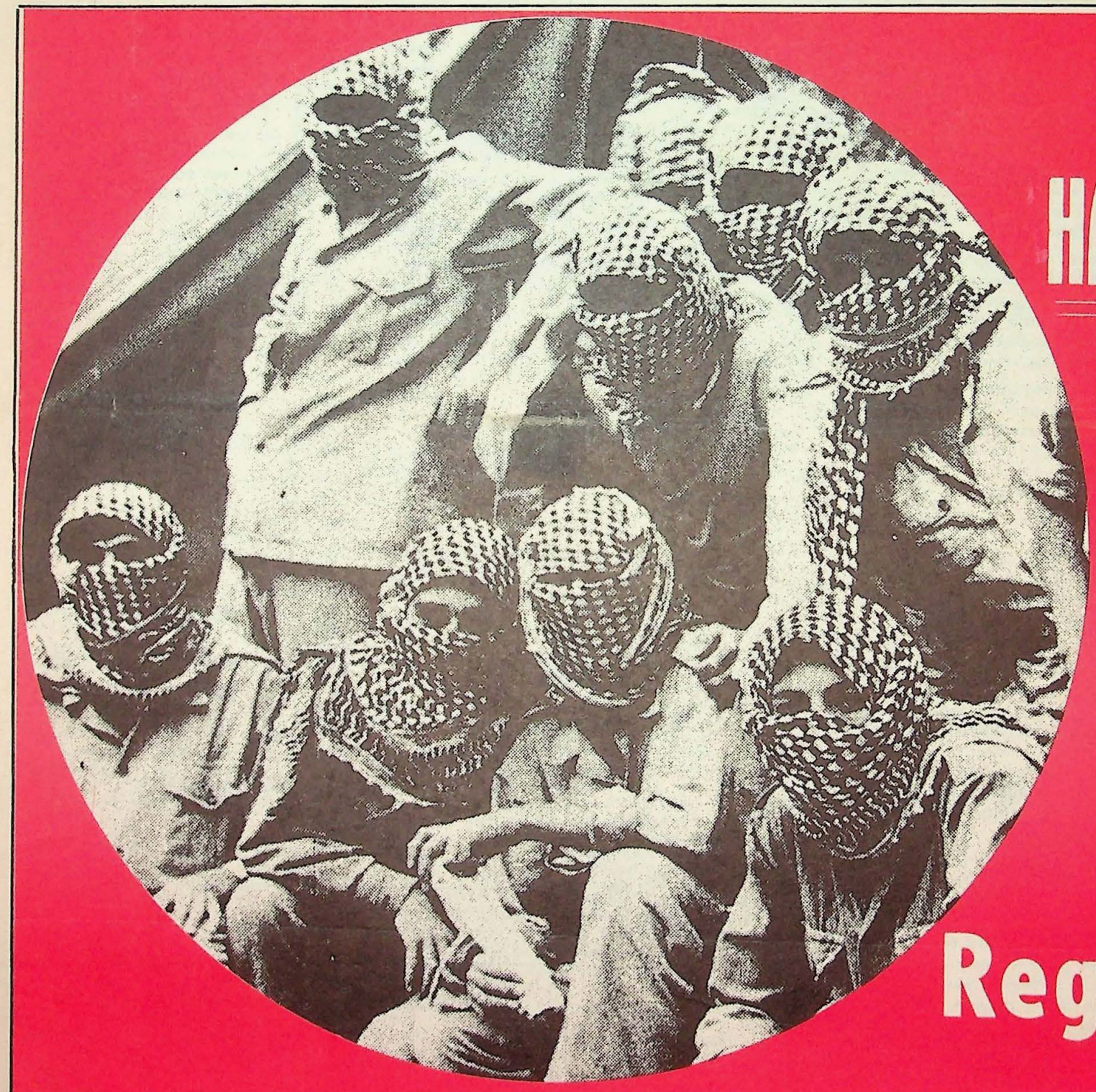
tribune socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
JEUDI 3 FEVRIER 1972
N° 524, 1,50 F



HAWATMEH PARLE :

Regrouper la résistance palestinienne

VIE *militante*

Paris aux travailleurs

Depuis plusieurs années, la rénovation urbaine se développe dans Paris. Dans le 13e, le 15e, le 19e, le 20e, les anciens habitants, travailleurs, vieux sont chassés pour être déportés vers la banlieue où ils sont stockés dans des prétendues Habitations à Loyer Modéré.

Cette situation donne lieu à une spéculation immobilière effrénée dans l'ensemble de la capitale. Une spéculation dont les Rives-Henrys, Roulland et autres Lipsky ne sont que les protagonistes les plus voyants.

Décortiquer cette spéculation, analyser cette rénovation pour permettre aux militants et à l'ensemble des travailleurs parisiens de mieux *comprendre* pour mieux *combattre*, c'est ce qu'a essayé de faire une équipe de militants de la fédération de Paris du P.S.U.

Début février sort, en effet, un *Livre noir de la rénovation de Paris*.

Il ne se veut ni un document exhaustif d'analyse de la stratégie capitaliste sur le cadre de vie, ni une simple addition de luttes ; mais plutôt un instrument au service, non seulement des militants du P.S.U., mais de l'ensemble de ceux qui, à l'heure actuelle, travaillent et luttent sur ce front.

Divisé en quatre parties (le logement pour qui ? la spéculation : un produit du système, main basse sur la ville, la ville pour qui ?), le livre présente d'abord la situation actuelle du logement à Paris : une crise du logement, et de plus en plus d'appartements inoccupés parce que trop chers pour les travailleurs. Puis, il indique, à l'aide de divers graphiques, quelles catégories sociales sont touchées par les changements dans Paris, quels sont les bénéficiaires de l'opération, quels sont les mécanismes réels de la spéculation, logique du système capitaliste. Le troisième chapitre est avant tout consacré aux expériences des luttes contre les différents « rénovateurs » dans le 13e, le 1er, le 15e et le quartier des Halles.

Comme l'indique le titre du dernier chapitre, ce livre est un outil pour essayer de « faire front » aux tentatives de la bourgeoisie. Faire front, mais comment ?

La rénovation, ce n'est pas seulement la construction des logements, c'est aussi la restructuration de tout l'environnement, de toute la vie d'un quartier.

C'est aussi une série de décisions prises par-dessus la tête de l'ensemble des habitants. Résister aux expulsions c'est poser le problème du contrôle populaire sur la ville, sur le quartier.

Quelles formes de luttes mettre en place ? Quel type de structures militantes organiser ? Des questions qui ne peuvent être tranchées uniquement par la théorie, mais uniquement à la lumière d'une pratique réelle.

Une pratique à laquelle cet outil qu'est le Livre noir de la rénovation veut contribuer. Une contribution qui devra nécessairement s'élargir, en sortant du cadre de Paris, pour se poser dans celui de la région parisienne. Mais, dès à présent, le problème de la constitution de comités de quartier doit se poser.

Face à la stratégie de main basse sur la ville de la bourgeoisie, de Rives-Henrys à Ceccaldi-Raynaud, une course de vitesse est engagée. Il s'agit de ne pas laisser Paris à la bourgeoisie, mais de le rendre aux travailleurs. □

Pour la reprise des cartes

Toutes les organisations du parti disposent maintenant du matériel destiné à la reprise des cartes. Elles doivent sans plus attendre prévoir la réunion au cours de laquelle les cartes d'adhérents seront remises aux membres du parti.

Cette année la reprise des cartes revêt une importance particulière car elle a lieu dans un climat politique marqué par une remontée des forces réformistes.

Ces circonstances générales dictent les perspectives qui doivent guider chaque responsable pour la préparation de cette réunion. La réunion de reprise des cartes c'est le moment privilégié où chaque militant manifeste au parti son attachement et sa confiance. C'est aussi une étape dans la lutte idéologique qui nous oppose au P.C.F. et au parti socialiste.

Si chaque militant peut à cette occasion témoigner son attachement au parti, il peut se faire que certains en profitent pour officialiser leurs ruptures avec le parti. C'est là une réaction normale de la part de quelques camarades que nous n'aurons su convaincre ni retenir.

Pour autant il n'est pas question d'encourager par une attitude hostile le départ de membres du parti. Certains responsables de section peuvent y songer, nous les mettons en garde contre une telle pratique qui ne peut déboucher à terme que sur un affaiblissement du parti.

Les militants qui seraient victimes de telles pratiques trouveront auprès des directions fédérales et du Bureau National l'appui dont ils auraient besoin pour préserver leur appartenance au parti.

Un des objectifs de la lutte idéologique qui nous oppose au P.C.F. et au parti socialiste a pour objet d'accroître notre influence dans la classe ouvrière et dans les classes que nous voulons rallier à son combat. Tous les militants qui se battent dans les entreprises sur le terrain du cadre de vie et qui n'appartiennent pas à une organisation politique sont un des enjeux de cette bataille ; il en est de même pour tous ceux, hommes et femmes, qui, sans être directement actifs dans les luttes, suivent avec intérêt le combat des forces qui se réclament du socialisme.

Notre parti ne s'est jamais penché sciemment sur cet aspect de la bataille idéologique.

C'est pourtant de cet aspect que dépend l'accroissement de ses propres forces et de son influence.

Le B.N. invite les organisations du parti à s'engager dans cette bataille. Il faut mettre en place entre le parti et la masse de ses sympathisants les liens permanents sans lesquels ils resteront éternellement une masse d'indécis oscillant suivant les circonstances politiques. La réunion de reprise des cartes nous fournit l'occasion de commencer ce travail.

Le Bureau National.

tribune socialiste

Hebdomadaire du P.S.U.

Directeur politique : Christian Guerche

Directeur adjoint : Gérard Féran

Secrétaire de la rédaction : Philippe Guyot

Comité politique : Robert Chapuis - Gérard Féran - Jacques Gallus - Jacqueline Giraud - Christian Guerche - Gilbert Hercet - Robert Michel - Jean-Claude Vaillant.

Comité de rédaction : Jean-Louis Auduc - Gilbert Chantaire - Françoise Claire - Jacques Ferlus - François Gyr - Alain Moutot - Dominique Nores - Lucien Saintonge - Jean Verger.

Directeur de la Publication Guy Degorce

Rédaction Administration : 9, rue Borromée PARIS (15e) 566-45-37

Publicité : Information 2000 Tél. : 285-05-43

Distribué par les N.M.P.P.

Photos dans ce numéro : Collombert (pages 6, 16) Agip (p. 4) Elie Kagan. (p. 8) Francis Busignies (p. 12).

La rédaction réserve ses droits sur les autres clichés.

S.A. Imprimerie Editions Moriamé, 61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9e

Le présent numéro est tiré à 25.000 exemplaires

Au sommaire

P. 4. Que veut dire l'Union populaire ?

Le P.C.F. change de tonneau mais il ne change pas le vin. C'est ce que nous explique Denis Berger.

●

P. 8-9. Où en est la révolution palestinienne ? Après l'échec de cet été, le leader du F.D.P.L.P., Nayef Hawatmeh nous donne une interview exclusive.

●

P. 10 à 12. La situation sociale : Négociations salariales, luttes sur l'emploi et les conditions de travail, répression dans l'entreprise dominent ce début d'année. Allons-nous vers un « mai 72 » ? se demande J.-C. Vaillant.

●

P. 16. Le combat des minorités ethniques a montré sa vitalité à la rencontre de Narbonne. (Voir la résolution finale.)

PANTHÉON

Le lien

La chatte japonaise

13, rue Victor-Cousin

ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

Bulletin d'adhésion au P.S.U.

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

.....

Profession .....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U. 9, RUE BORROMEE, PARIS-15e

Presse :

Lutter avec qui ?

Christian Guerche

Depuis quelques mois on sentait venir l'orage. Cela avait commencé en province, avec des fusions dites techniques, mais qui se traduisaient par des licenciements dans les rédactions comme dans les imprimeries.

Puis cela a été l'affaire du « Parisien Libéré ». Un certain nombre de licenciements, une grève isolée. Beaucoup de motions certes. Mais pas de solidarité active, d'extension de la grève.

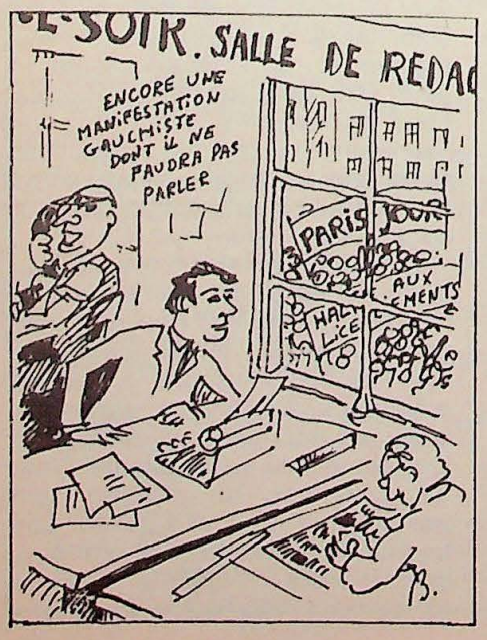
Enfin éclate le drame de « Paris-Jour ». De nouveaux licenciements. Une grève pour protester. Pas de négociations. La disparition du titre.

Et tout le monde de pleurer.

La presse est décidément malade. Et de chercher des solutions au niveau de la profession, tous représentants réunis : chefs d'entreprise, rédaction, services techniques, imprimerie.

Le problème nous dit-on est celui des conditions faites à la presse. Elle ne peut plus vivre de sa vente. Avec l'apparition de la publicité télévisée, elle a perdu une grosse partie de ses recettes. Ne vendant plus des produits, elle se devait de faire un produit de l'information. Vendue comme telle (bien emballée, souriante) elle devait séduire, et compenser par de nouvelles recettes, celles que les gros annonceurs refusaient.

De ce point de vue « Paris-Jour » était en pointe. Son tirage augmentait régulièrement. A des titres divers, il représentait l'image parfaite et reposante de la « nouvelle société ». Les luttes sociales prenaient peu d'espace dans ses colonnes. Mais les campagnes en faveur des animaux malheureux, des starlettes déprimées, de la résidence familiale, venaient animer le lecteur. Celui-ci n'étant pas malheureux, il fallait bien le rendre social et l'intéresser au malheur des autres. Il fallait bien aider dans le même temps à la vente de la presse du cœur, partie florissante du même groupe.



Mais cela coûtait cher. Si cher, que la décision était déjà prise de supprimer la publication. Ceci étant dit, pour parler clair, à ceux qui disent ou écrivent que la grève entreprise à « Paris-Jour » était suicidaire, et qu'il était possible de négocier autrement avec la propriétaire : Mme Del Duca.

Mais du coup un certain nombre de questions se posent, et d'abord au niveau des salariés de la presse, tous services réunis.

Les mythes redoutables

La corporation de la presse (c'est de ces termes qu'on en parle aujourd'hui encore constamment) a certes des traditions. Pendant longtemps elle a été utile, voire progressive.

Aujourd'hui elle apparait comme un élément de division, dont le patronat de la presse (qui depuis longtemps, lui, s'est mis au goût du jour) se sert abondamment.

- Les journalistes, continuaient de s'envisager comme une « profession libérale », avec sa déontologie, ses libertés et son influence. En fait ils sont devenus des salariés, comme les autres, travaillant dans des entreprises totalement soumises aux lois du marché. En définitive et compte tenu de la matière qu'ils traitent, plus aliénés, et plus aliénants que des salariés d'autres entreprises.

- Les ouvriers du Livre, fiers à juste titre de leur compétence professionnelle, sont restés indifférents aux mutations qui se produisaient au niveau de la propriété des entreprises.

Les uns et les autres découvrent ces jours-ci qu'ils sont soumis à la bonne volonté de quelques patrons qui monopolisent le marché. On se demande d'ailleurs pourquoi, puisque leur incompétence éclate, et ils gémissent maintenant de manière indifférenciée, n'osant pas avouer solidairement qu'ils n'ont su, ni investir, ni innover, ni promouvoir.

D'un strict point de vue capitaliste, rarement tant d'incapacité aura été aussi saluée et aussi soutenue. Cela n'est pas le fait du hasard.

Normaliser la presse

La presse française, dans ses éléments déterminants, vivait selon un statut admirablement ambigu.

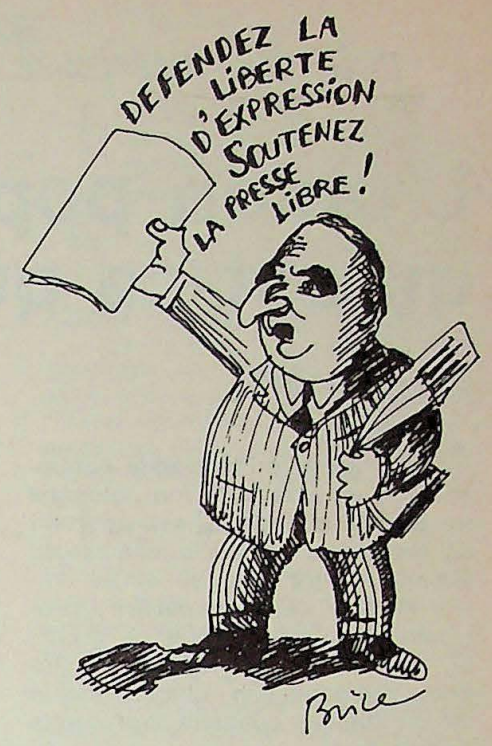
Elle avait gardé nombre d'avantages financiers, nés de la Libération et qui avaient été prévus à l'époque, pour favoriser la liberté d'expression.

Dans le même temps, des groupes financiers se sont emparés de tous les leviers de commande et ont su tirer le profit maxima de ces avantages sans prévoir l'avenir.

Mais la crise vient d'éclater et le gouvernement essaye à son tour d'exploiter la situation.

Le problème est de savoir comment l'on pourra mettre la presse aux ordres. Au mieux. Et sans ambiguïté.

Et de reprendre tout le dossier. Il s'agit en fait de supprimer toutes les garanties qui facilitaient (malgré tout) une certaine liberté d'expression et de favoriser dans le même temps, la rentabilité des capitaux investis, ou à investir.



La démarche était — les faits tendent à le prouver — vouée à l'échec. Elle n'en constituait pas moins un point de départ.

Aujourd'hui les conditions sont réunies — et ce n'est encore qu'une étape — pour imposer des pouvoirs plus larges. A la condition que l'offensive soit étendue à l'ensemble de la presse et au-delà à toute l'opinion.

Prendre l'offensive

C'est ici que se situe la responsabilité des journalistes, comme des ouvriers du Livre.

Ou bien ils acceptent de jouer le jeu du pouvoir, au travers de négociations compliquées et en termes « d'entreprise », ou bien ils se décident à prendre l'offensive sur le plan de l'information et essayent d'imposer une tout autre conception de leur rôle.

Depuis longtemps, au travers des sociétés de rédacteurs, le problème de la responsabilité des rédactions dans la gestion des journaux et dans le contenu des publications est posé.

Cela ne sera ni simple ni facile. Mais le temps est venu de poser le problème dans toute son étendue.

Il est en effet significatif de la crise qui atteint l'ensemble de la société capitaliste, secteur après secteur.

L'affaire n'est pas seulement « à suivre », comme on aime souvent à dire. Elle est à développer dans l'action unie de tous les travailleurs de la presse, avec l'appui réel de tous ceux qui subissent aussi ou plus gravement les effets du système. C'est-à-dire de nous tous. □

L'union populaire qu'est-ce que c'est ?

Denis Berger

Il est rare que l'**Humanité** paraisse avec un titre sur cinq colonnes en première page. C'est pourtant ce qui est arrivé au lendemain du Comité central des 20 et 21 janvier dernier. **Union populaire !** proclamait l'organe central du P.C.F. Et, dès le lundi suivant, René Andrieu rédigeait son éditorial sur le même thème, constamment repris depuis lors.

Ce mot d'ordre nouveau (encore qu'il évoque en demi-teinte les souvenirs du Front populaire de 1936 aussi bien que l'exemple de l'Unité populaire chilienne), ce thème d'agitation et de propagande doit être jugé d'une importance capitale par Georges Marchais et son équipe pour être présenté avec une telle insistance. Serions-nous les témoins d'un tournant du Parti communiste ? Ou ne s'agit-il que d'une étape, planifiée de longue date, dans l'opération publicitaire entreprise autour du « programme » de gouvernement ? Qu'est-ce qui est orange dans la forme, rose dans le contenu et qui est diffusé plus massivement que le dernier Prix Goncourt ? Le programme d'Union populaire !

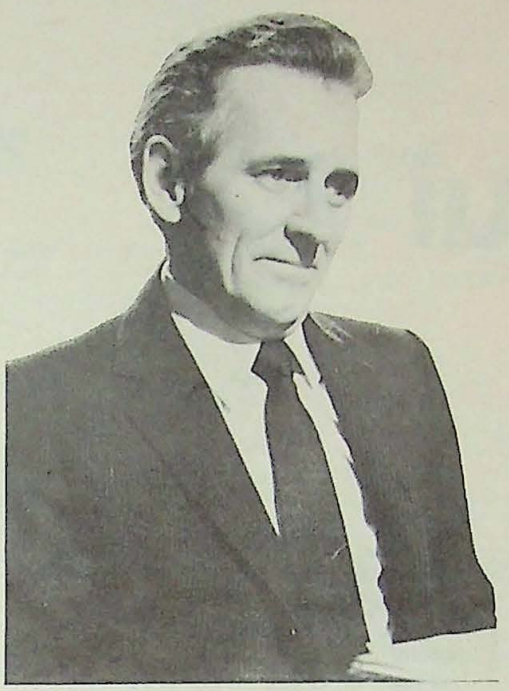
Double crise

Soyons sérieux, aussi sérieux que les dirigeants du P.C.F. qui ne sont pas gens à diffuser au hasard un mot d'ordre nouveau.

Quels sont donc les motifs de leur avancée de vocabulaire ? Une première remarque : l'orientation adoptée depuis près de six mois n'est pas modifiée. C'est toujours autour du programme que l'on va se battre : « Réaliser l'union populaire « en bas », chez les travailleurs, dans les masses, **autour des orientations essentielles de notre programme, voilà ce qui est, pour toute la période à venir, notre tâche essentielle** » (cf. rapport de G. Marchais au Comité central, passages soulignés par nous).

Rien n'est donc changé aux objectifs du P.C.F. : c'est toujours un gouvernement d'union démocratique qui est en vue, c'est toujours la voie parlementaire qui reste au premier plan des préoccupations — avec tout le refus des luttes révolutionnaires qui en découle. Et s'il y a évolution dans le discours, c'est en fonction des changements de la situation française que les stratèges de la place du Colonel-Fabien s'y décident. Ne parlons donc pas de tournant mais plutôt d'adaptation tactique. Ainsi les joueurs de golf expérimentés — dont beaucoup appartiennent aux couches antimonopolistes — changent-ils de club pour mieux parvenir au trou qu'ils veulent atteindre.

Il est facile de découvrir une des raisons premières de cette réadaptation : **l'évolution accélérée de la crise de la société française.** Nul besoin de rappeler ici l'accroissement du chômage, l'accumulation des scandales qui disloquent la majorité parlementaire, la rébellion des paysans ou des petits commerçants, le « malaise » de la police, bref tout ce qui montre la détérioration des rapports entre le pouvoir bourgeois et les diverses couches de la population française. On doit insister, par contre, sur le fait que, n'étant maîtrisé par personne, ce développement de la crise française risque d'aboutir à des explosions qui, sans avoir nécessairement l'ampleur du mouvement de mai 68, amèneraient néanmoins à des affrontements directs entre de larges fractions des masses et l'Etat de classe. Ces affrontements incontrôlables dont, pour des motifs différents, la bourgeoisie et les réformistes au sein du mouvement ouvrier craignent autant la venue. Pompidou, pour sa part, se prépare à y faire face et ses conseillers étudient à l'heure actuelle les avantages et les risques comparés d'élections législatives anticipées. Le P.C.F. veut être prêt à faire face à une telle éventualité, de même qu'il souhaite éviter se trouver en porte-à-faux vis-à-vis de tout mouvement d'une certaine ampleur. D'où sa résolution de passer à l'organisation directe de campagnes autour de ses propres mots d'ordre, de façon à **donner une forme organisée et contrôlable à toutes les luttes qui pourront survenir.** L'Union populaire, c'est cela.



Roland Leroy

Mais le Comité central du P.C.F. ne s'est pas borné à constater l'approfondissement de la crise sociale. Il a enregistré aussi la façon dont le Parti socialiste « new-look » réagissait à la situation. Les discussions sur le programme de l'ex-S.F.I.O. ont fait couler beaucoup d'encre. Et c'est user d'un euphémisme que dire qu'en l'occurence les discours de Chevènement ont eu moins de poids que les silences de Mitterrand. Celui-ci, plus fidèle à lui-même que jamais, laisse en blanc la réponse à un nombre considérable de questions fondamentales : nationalisations, politique extérieure, nature de l'Etat, etc..

Roland Leroy l'a taxé, sans trop le nommer, de partisan de la collaboration de classes. Il a raison à coup sûr : Mitterrand ne déteste pas laisser s'exprimer, à sa gauche, des gens comme ceux du C.E.R.E.S. qui peuvent éventuellement séduire certaines fractions du mouvement ouvrier ; mais il laisse en blanc l'essentiel de sa politique future. Il vise beaucoup plus que les élections de 1973, les présidentielles de 1976 ; et il sait que pour y gagner le coquetier, il devra bénéficier de l'appui de l'électorat et des partis centristes — qu'il ne faut donc pas effaroucher d'avance par des déclarations trop catégoriques. Les dirigeants du P.C.F. savent pertinemment qu'ils risquent d'être les victimes d'une telle opération : on acceptera leurs suffrages pour mieux leur disputer, à l'instant décisif, l'occupation de postes essentiels dans la majorité parlementaire et le gouvernement. Or, Marchais ne l'a pas caché, son parti a « une vocation gouvernementale ». Pour déjouer les coups fourrés de son allié préférentiel, il ne lui reste qu'à chercher à **le déborder par « en bas »,** en utilisant au maximum la supériorité communiste dans l'implantation de masse. L'Union populaire, c'est cela aussi.

D'excellents Français

Ceux qui vivent en fonction des souvenirs de leurs pères, les souvenis du Front populaire entre autres, en concluront sans doute que le P.C.F. va, de ce fait, adopter une politique plus dynamique. Il faut y voir de plus près, de peur de nous enliser aussi dans les illusions.

Certes, le Parti communiste va faire preuve de plus d'initiative, mais de quelle nature ? Georges Marchais nous répond : il faut unir d'abord la classe ouvrière, **mais aussi** les démocrates, les paysans, les intellectuels, **mais aussi « ces petits entrepreneurs** qui vivent sous la menace de la faillite ou de l'absorption par une grande firme, alors qu'avec un gouvernement démocratique, ils trouveraient un facteur de sécurité dans la coopération avec les entreprises nationales » (rapport au Comité central). La belle unité et la belle France démocratique et avancée que voilà ! Une nouvelle fois, la preuve est faite que le P.C.F. ne cherche pas l'unité des travailleurs de la ville et de la campagne contre l'exploitation capitaliste, mais la plus large union de tout ce qui n'est pas monopoliste, y compris les « petits exploiteurs ». L'unité d'action a sa logique : elle se fait sur le plus grand dénominateur commun de tous ceux que l'on veut rassembler. En l'occurence, ce ne peut être que sur les revendications acceptables par ces gens, extérieurs au peuple travailleur, qui ont nom « petits entrepreneurs » et qui ont une orientation politique coopérative.

L'Union populaire, ce sera cela aussi. Et les actions qui seront entreprises par le P.C.F. seront marquées au sceau de cet opportunisme. Prenons l'exemple de ce qui a été fait en Lorraine, à propos des licenciements dans la sidérurgie. Une campagne de propagande, des manifestations, un meeting central : en un mot, tout ce qui permet au mécontentement de s'exprimer. Mais d'objectifs, pas. Ou plutôt, si, mais des objectifs à

PSU

PARTI SOCIALISTE UNIFIE

DES MILITANTS DU PSU PRESENTES PAR

michel rocard

epi

Interviews recueillies par Noël Monier

Format 14 × 20 - 240 pages - Prix 13 F
Bon de commande à « Tribune Socialiste »
9, rue de Borromée, PARIS XV
C.C.P. Paris 5826 65

terme : seul un gouvernement d'union démocratique résoudra les problèmes des ouvriers lorrains ; voyez plutôt notre plan, bien supérieur à tous les autres plans. En d'autres termes, le P.C.F. ne se fixe aucun objectif permettant aux travailleurs de s'organiser sur leur propre base pour mettre en échec les visées du patronat et de l'Etat et passer ainsi à une étape supérieure de la lutte. Les élections régleront tout ; en attendant, attisons la colère de ceux qui ont quelque raison d'en vouloir au régime.

Et l'action se poursuit dans le domaine de la politique étrangère. Depuis quelques semaines, Marchais accuse Pompidou de réintégrer le camp atlantique, de se montrer complaisant vis-à-vis de la politique de Nixon au Vietnam. Il n'a pas tort. Mais ni lui, ni aucun des porte-parole du P.C.F. ne cherche à analyser les raisons de cette évolution, d'ailleurs toute relative car la diplomatie gaulliste n'a jamais abouti à une rupture avec l'impérialisme. L'**Humanité** continue à se contenter de slogans pacifistes, sans montrer que la victoire de la révolution indochinoise conditionne la transformation du rapport de forces dans le monde et, donc, les circonstances de nos luttes en Europe. Au contraire, si l'on évoque une autre alternative, c'est celle du discours de Phnom-Penh : on fait appel a de Gaulle contre Pompidou. Est-il besoin de meilleure illustration de la volonté des responsables du P.C.F. de rassembler tous ceux qui s'opposent au régime pompidolien — **même ceux qu s'y opposent sur la droite** et que l'on veut séduire en rappelant les « aspects positifs » de la politique extérieure gaulliste ?

A droite...

Malgré ses tournants des plus relatifs, le P.C.F. ne jouera, au cours de la prochaine période, aucun rôle d'incitation aux luttes. Plus que jamais, sa politique, même baptisée du nom d'Union populaire, demeure une politique visant à dévoyer les luttes dans l'ornière électorale.

Face à cette capitulation renouvelée, les révolutionnaires ont une double tâche. Aider, en chaque circonstance, à l'organisation des travailleurs en lutte de façon à ce que puissent être mis en échec les plans de la bourgeoisie et, ainsi, rassemblées les conditions d'une offensive générale contre le pouvoir. Eclairer les interventions pratiques par la définition d'un programme d'action révolutionnaire, d'un programme de transition, autour duquel pourra se réaliser l'unité de luttes de toutes les forces révolutionnaires, désireuses de constituer une large force combative capable d'initiatives de masse.

C'est dans ce sens qu'il faut aller pour arracher la victoire aux réformistes. Toute autre solution, aussi « stratégique » soit-elle dans sa présentation, est dépourvue de signification.

Ou plutôt, elle renforce, involontairement, le jeu des opportunistes.

Pour une théorie et une pratique révolutionnaires

Critique socialiste

Revue théorique du P.S.U. - bimestrielle

● Le N° 6 vient de paraitre.

Sommaire :

— **Critique du Traité d'Economie marxiste du P.C.F. : nationalisations, entreprise, Etat. (Philippe BRACHET.)**
— **Lenine sur la question nationale et les Etats-Unis socialistes d'Europe. (Pierre NAVILLE.)**
— **Sur les bases objectives du révisionnisme (causes internes ou externes ?) (Emmanuel TERRAY.)**
— **Où va l'expérience chilienne ? (Pierre DELAIN.)**
— **Bolivie : la longue marche vers la révolution. (Erick PESSIOT.)**

● A paraitre dans les numéros suivants **(le n° 7 sort mi-mars).**

— **Sur le Traité et le programme de gouvernement du P.C.F.**
  ● **L'économie politique de la classe ouvrière. (J.-M. VINCENT.- N° 7**
  ● **De la justification du système des qualifications à l'acceptation de l'exploitation. (Pierre ROLLE). N° 7**
— **Sur la classe ouvrière du capitalisme actuel. (Michel ROCARD. N° 7**
— **Sur la pédagogie du programme révolutionnaire. (J.-M. KAY, G. FERAN) N° 7**
— **Présentation des T. IV et V du Nouveau Léviathan sur la planification et la bureaucratie (parution en février). (Pierre NAVILLE). N° 7**
— **Sur l'aménagement du territoire et les régions (Christian GUERCHE). N° 8**
— **Sur le stalinisme. (Lucio COLETTI.) N° 8**
— **Le marxisme peut-il utiliser le calcul marginal ? Application (débat). N° 8 au secteur des transports.**
— **Sur le « capitalisme monopoliste d'Etat » et l'analyse du système économique international. (Jacques MALTERRE) N° 8**
— **Histoire de la lutte des classes et du sous-développement de la Corse. (Fédération du P.S.U.)**
— **Sur le concept d'accumulation socialiste primitive. (Michel CAPRON) N° 8**
— **Problèmes actuels des stratégies syndicales. (André GARNIER). N° 9**
— **Table ronde sur la crise de l'Etat (syst. pénitentiaire, police, magistrature). N° 9**

Le numéro 5 F. Abonnement : 6 numéros 24 F (indiquez les numéros désirés). Editions Syros, 9, rue Borromée, Paris 15e. C.C.P. n° 19.706.28 Paris. Achats à partir de 5 exemplaires : 4,5 F le n° ; à partir de 20, 4 F le n°.

Vie quotidienne

Au Plessis

Sabotage et bonnes paroles

LE C.E.T. du Plessis a repris une vie normale. Le Conseil d'administration a eu lieu, et les pensionnaires ont obtenu tout ce qu'elles ont demandé !

Mais ce n'est pas là que s'est produit la contre-attaque de la réaction. La technique a été moins brutale et d'autant plus habile, car il s'agissait :

— de ne faire demander aux pensionnaires rien que ce qu'elles pouvaient obtenir sans trop de largesse ;

— de discréditer à leurs yeux « les personnes étrangères à l'établissement » venues leur apporter leur soutien.

C'est ainsi que, rien que par insinuation, la direction a obtenu des modifications au projet de règlement intérieur. Ainsi les visites « libres » du lundi soir doivent être précédées d'une demande écrite adressée à la direction huit jours avant.

Nous nous sommes donc retrouvées dehors lundi dernier car cette modification représentait réellement l'état d'esprit de la majorité des pensionnaires.

Pour prouver le bien-fondé de ces insinuations « on » n'a pas hésité à employer les grands moyens : dans la maison maternelle, jumelée à l'école, et qui est en voie d'achèvement, « on » a fait disparaître un batteur pour la cantine de 180 kg et « on » a fait couler l'eau pendant toute la nuit, un véritable sabotage. Organisé par qui ?

Conséquences

De bonnes excuses pour n'ouvrir l'hôtel maternel que bien plus tard à cause des « dégâts très importants ». Ce retard permettra à la direction de se débarrasser de celles qui sont les plus rebelles en les éloignant par manque de place. Elles n'ont pu avoir aucune garantie écrite à ce sujet.

La colère des pensionnaires qui ont réellement cru que les éléments extérieurs avaient « fait ça » a éclatée. Bien sûr, leur a-ton chuchoté, « elles » se servent de vous pour faire de la politique bien que le sigle P.S.U. ne soit apparu dans aucune de nos interventions.

C'est l'occasion pour le maire du Plessis (P.C.) de faire des attaques non déguisées contre les gauchistes.

Il reste une dernière étape à la remise en ordre : les délégués sont reçues au rectorat le 26 janvier et c'est là que les questions exposées dans l'article précédent de « T.S. » seront débattues. Mais les futures mères n'ont plus le même acharnement à se défendre : la répression s'est abattue sur elles.

Ce changement d'état d'esprit montre bien à quel point la soumission à l'autorité reste ancrée chez celles qui, objectivement, ont le plus à se plaindre de cette société bourgeoise hypocrite. Elles se heurtent à un front uni du système répressif bourgeois.

Pour maintenir son idéologie, le capitalisme a besoin que les mères assurent l'intégration de leurs enfants dans la société. Pour cela, il faut que les femmes soient prisonnières des mythes et tabous inventés à son sujet. Tout acte hors de la « normale » est sévèrement puni. Tant que le capitalisme n'aura pas trouvé un moyen efficace et aussi simple que l'éducation familliale, avec la répression qu'elle comporte, pour avoir de bons citoyens dociles, la lutte pour la libération de la femme sera une lutte révolutionnaire.

Femmes en lutte.

Enseignement

Militer contre l'école du capitalisme

Jean-Jacques Dève

De plus en plus de sections, de fédérations, commencent à se poser la question d'une lutte politique sur le problème de l'école qui soit prise en charge par l'ensemble des militants, et non par les « spécialistes » de l'enseignement.

Jusqu'à maintenant, la présence d'un grand nombre d'enseignants et d'étudiants dans le P.S.U. semble n'avoir pas facilité la prise de conscience collective d'un enjeu politique essentiel : la direction nécessaire par les ouvriers et les paysans du combat contre le système d'éducation capitaliste. La révolte des lycéens et les luttes des étudiants et des enseignants ne peuvent trouver leur portée révolutionnaire que si elles s'insèrent dans une offensive globale et cohérente contre l'école capitaliste. Cette école, en divisant les enfants en deux catégories (réseau primaire-professionnel, réseau secondaire-supérieur) parvient à exclure le plus grand nombre du contrôle de leur travail et de leurs conditions d'existence et transforme les « privilégiés » du réseau secondaire-supérieur en agents ou en parasites (ou les deux) de la société du profit. Il faudra parvenir à détruire le mythe de l'égalité scolaire, faire disparaître parmi les travailleurs et les couches populaires un sentiment d'impuissance, que produit l'idéologie de la classe dominante.

Mais une stratégie révolutionnaire sur l'école ne pourra se forger que pas à pas dans l'action. En vue de faire le premier de ces pas, une réunion nationale de militants qui se sont engagés sur ce terrain s'est tenue en décembre à Paris à l'initiative de membres du Collectif national enseignement. Elle a pu faire un premier point sur les expériences en cours.

Dès la crèche

Nos camarades qui ont pris une part très active à la naissance du Groupe d'études pour la défense et la rénovation de l'école maternelle (1) ont souligné le rôle mobilisateur de cet organisme, grâce à l'information sur les problèmes de la petite enfance et à la dénonciation des tentatives gouvernementales de démantèlement. C'est dès l'âge de la crèche, on le sait de mieux en mieux aujourd'hui, que commence la sélection. Quand on en prend conscience, quand on en découvre sur le terrain toutes les implications pratiques, il n'est plus possible de proposer simplement quelques améliorations au système actuel, mais on voit la nécessité de diriger la lutte de classes contre l'oppression éducative, en particulier scolaire, qui prépare l'exploitation.

Au cours de cette réunion, un deuxième débat s'est ouvert, avec la participation de camarades de **Technique en lutte** sur les perspectives et les formes de lutte dans les C.E.T. Au lendemain de l'affaire Guiot, les lycéens avaient pris la direction du mouvement. Mais leur langage, leur appartenance bourgeoise, ont été de sérieux obstacles au développement des luttes dans le technique.

L'autonomie apparaît donc comme une étape indispensable, pour que les C.E.T. prennent au maximum l'initiative. Les objectifs sont pour une part communs avec ceux des lycéens : liberté d'expression, dénonciation du rabâchage scolaire. Ils suscitent toutefois des formes d'action plus dures. Ils s'élargissent aussi à d'autres aspects: brimades et brutalités, conditions de travail détestables, exploitation du travail « noir » productif, garantie de l'emploi à la sortie. **Le C.E.T., c'est déjà l'usine.** Le combat des élèves des C.E.T. rejoint ainsi celui des ouvriers : des contacts sont déjà apparus ; la liaison avec les parents semble possible.

Un important mouvement de solidarité s'est déclenché à Saint-Etienne pour soutenir le camarade Polat. Celui-ci, professeur au lycée de Firminy, a été licencié pour avoir été passé à tabac par la police lors d'une distribution de tracts à laquelle il n'a pas participé. C'est logique, n'est-ce pas ? En réalité, les autorités scolaires ont profité de coïncidences défavorables à Polat pour se débarrasser d'un enseignant qui n'accepte pas l'école capitaliste. Voilà pourquoi six militants ont entrepris, en signe de soutien, une grève de la faim. Autour d'eux, dans la Loire et ailleurs, un mouvement se développe qui met la lumière sur la répression et l'inutilité des pétitions platoniques du syndicat départemental de la F.E.N.

Mais pour cette raison même, il faut s'apprêter à faire face presque autant aux attaques du P.C. qu'à la répression gouvernementale.

Le troisième point abordé fut celui de l'action dans les associations de parents d'élèves. Cette action est rendue de plus en plus difficile par la pénétration du P.C. dans l'appareil de la Fédération Cornec. Elle est forcément entravée

par la composition sociale des A.P.E., où prédominent cadres supérieurs et moyens.

Axes de lutte

Certains axes de lutte sont toutefois plus propices au dépassement du réformisme : l'analyse et la mise en cause de l'origine des retards scolaires dans le primaire, l'examen d'entrée en 6e, la ségrégation entre 6e 1, 2 et 3 (type lycée, type C.E.G., transition) et même entre classes fortes et faibles d'une même filière dans le premier cycle, les conseils de classe, l'orientation en fin de 3e. Des mobilisations comme celle d'Hautmont sur le renvoi et la grève de la faim de trois maîtres auxiliaires semblent ne pouvoir déboucher aisément sur de nouvelles formes de regroupement. La constitution de comités autonomes : comités pour une école du peuple, « comités pour nos gosses », est cependant signalée en divers endroits. Une action de masse a pu être menée à Aulnay-sous-Bois contre les « oublis » d'une municipalité communiste en matière d'équipement scolaire, et provoquer la venue à l'action militante d'un certain nombre de travailleurs.

Il faudra bien en définitive faire éclater la notion de parent d'élève et mobiliser les travailleurs en tant que tels et leurs alliés sur cet aspect essentiel du combat révolutionnaire.

A l'issue de cette journée (2), les participants ont choisi de proposer à l'ensemble du P.S.U. d'axer prioritairement réflexion et pratique menée à la base sur les aspects de l'école que subissent directement les travailleurs : secteur de la petite enfance, école primaire, classes de transition, C.E.T.

Ils ont décidé de lancer la discussion dans le secteur entreprises et le secteur paysans ainsi que d'établir peu à peu le contrôle des camarades ouvriers dans les luttes sur l'école.

Trois décisions pratiques ont été prises : l'organisation de réunions avec les camarades ouvriers sur le problème de l'école ; la publication de séries de tracts élaborés par les sections ou les fédérations qui fournissent des éléments d'analyse pour comprendre la fonction de l'école dans le système capitaliste ; l'élaboration rapide d'un dossier sur la sélection utilisable par les militants dans leurs luttes sur l'école au cours du troisième trimestre scolaire (conseils de classe, examens de passage, orientation, etc.). □

(1) 94, rue Notre-Dame-des-Champs, Paris-6e.

(2) Un compte rendu précis de la réunion a été établi. Le demander à Bernard Ravenel, 9, rue Borromée, Paris-15e.

VIENT DE PARAITRE

7e CONGRES DU P.S.U.

LILLE - JUIN 1971

LE ROLE DU P.S.U.

LES TEXTES DU CONGRES

L'exemplaire ..... F 4,00

par 10 exemplaires ..... F 3,50

par 50 exemplaires ..... F 3,30

Paiement à la commande à adresser à :

TRIBUNE SOCIALISTE

9, rue Borromée - Paris (15e)

C.C.P. 58-26-65 Paris

DÉCOUVERTE ET CULTURE

Une association pour — *les joies de la détente en groupe ;*
— *une définition collective des buts et des moyens de nos vacances.*

REFUSER

La conception traditionnelle bourgeoise des loisirs.

Pour vos vacances à l'étranger, vous pouvez partir avec une agence ou un des multiples clubs capitalistes dont les buildings en acier et verre se dressent dans Paris. Les formules du tout compris collectif offert par le système capitaliste vous donneront des vacances à bon marché. Mais dans ce cas, comme d'ailleurs dans le cas des « voyages pour la jeunesse », vous ne verrez pas grand-chose des pays où vous résiderez.

Car le tout-compris traditionnel (capitaliste ou pas) c'est aussi le tout-prévu : résidence dans des « villages » entre Français, rencontres « contractées » avec des gens du cru : tu es en vacances, alors consomme tes vacances telles qu'on les a fabriquées. Mais dis-moi qui les fabrique, je te dirai ce que tu vas voir.

Le but de telles agences ?

- Faire du temps libre, de la détente nécessaire aux travailleurs pour récupérer leurs forces, un moment d'évasion, de rupture avec le cadre de vie quotidien, d'oubli des contraintes et difficultés de la vie de travail (aux récalcitrants un « gentil organisateur » est chargé de montrer qu'ils ont tort, qu'ils devraient jouer le jeu. C'est si simple !...)
- Faire de l'organisation de la détente un moyen supplémentaire de réalisation de profits élevés.
- Faire croire au brassage social, à l'égalité devant les vacances : de la dactylo au chef de service.

Eté

- *Séjours de trois semaines en* ALBANIE, *sur la côte adriatique, à quelques kilomètres de Tirana* 1.050 *F*

●

- *Circuits en* ALGERIE : *Alger, Biskra, Batna, Constantine, Annaba.*
  Deux semaines .... 790 *F*
  Trois semaines .... 990 *F*

●

- *Circuits de trois semaines en* ROUMANIE, *Bucarest, Iassy, Golia, Costinesti. Bâteau sur le Danube...*
  8-29 août ..... 1.240 *F*

RÉAGIR

Comment ?

- En agissant seul ou en petits groupes (famille, copains...), mais les obstacles matériels rencontrés sont souvent insurmontables ;
- En s'organisant à plus grande échelle.

Les loisirs, tout en restant un moment de repos, de détente, doivent devenir aussi un moyen d'approfondissement militant des sociétés capitalistes, impérialistes ou de transition vers le socialisme.

Lors de séjours à l'étranger ou dans certaines régions de France, ceci peut se réaliser à travers des discussions ou des activités avec des organisations et des militants locaux, des visites d'intérêt politique et touristique, des contacts directs avec la population. Cet approfondissement doit naître également d'une réflexion collective entre participants à une même activité.

- Ces expériences collectives seront créatives dans la mesure où les participants décideront eux-mêmes du contenu de l'expérience qu'ils veulent vivre ensemble.

Eté

- CHILI. *Un transport à 2.550 F.A.R. Le séjour sera préparé et organisé par les participants eux-mêmes.*

●

- PALESTINE.
  Séjours de trois semaines en août : ..... 863 *F*

●

- CUBA.
  Trois semaines à partir de 2.350 F.

●

- TCHECOSLOVAQUE.
  Prague, Bratislava, Brno, Zivohost.
  Trois semaines .... 945 *F*

UN OUTIL

La définition collective des buts et des moyens. (Voir « animation et préparation ».) C'est là qu'apparaissent ses limites, variables selon les activités, dépendantes le plus souvent des contraintes matérielles.

Ainsi, pour les voyages, des accords sur le transport et l'hébergement doivent être conclus avec les organisations étrangères par « Découverte et Culture » bien avant que les désirs et le nombre des futurs participants soient connus : aussi ne peut-il pas y avoir autogestion financière voyage par voyage, mais seulement globalement pour l'association.

De même, la possibilité de fonctionnement autonome du groupe par rapport aux organisations d'accueil dépend en grande partie de celles-ci (conjoncture politique, rapports de « Découverte et Culture » avec l'organisation, marge de manœuvre d'enquête dans le pays).

On voit ainsi que l'autogestion n'est pas la spontanéité de tous les instants, mais suppose pour les groupes une conscience collective de leurs possibilités et limites s'ils veulent éviter la désillusion, et, au contraire, par leur expérience, contribuer à une meilleure définition des loisirs militants.

De la réussite de ces groupes dépend aussi la plus grande auto-organisation de « Découverte et Culture ».

TOUS ENSEMBLE

« Découverte et Culture » s'adresse aux militants et sympathisants du courant socialiste et révolutionnaire, aux syndicalistes, aux jeunes travailleurs, aux familles (de travailleurs), aux animateurs des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire.

Pour le secteur voyages, ce choix impose des prix bas, possibles par les moindres coûts d'organisation et par le travail volontaire.

Des buts, des moyens, maintenant à vous...

Ce ne sont là que des exemples. Consultez notre brochure détaillée 1972.

Pâques

- *Les fêtes de Pâques à Cracovie, Varsovie, Wroclaw, du 26 mars au 8 avril, circuit en* Pologne *: visites culturelles et politiques, rencontres et discussions. Transport A.R. en train. Prix tout compris, au départ de Paris :* 745 *F.*
- *Randonnées à cheval à travers les pays aux* 300 *jours de soleil, en* Provence *et Haute-Provence, à partir de* 550 *F.*

Partez en Albanie, Algérie, Chili, Palestine, Pologne, Roumanie, Sénégal, Suède, Tchécoslovaquie, Yougoslavie, et... la Provence à cheval.

Pour tous renseignements s'adresser à :

Adhérez à : DÉCOUVERTE ET CULTURE ***Demandez sa brochure 72***

PARIS : 94, rue Notre-Dame-des-Champs, 6e **Tél. : 325.00.09**

" Il a fallu 25 ans au Parti Communiste Chinois pour arracher la direction au Kuomintang", nous dit Nayef Awatmeh.

Cette interview exclusive accordée par Nayef Hawatmeh retrace la situation de la Résistance palestinienne au lendemain de la conférence de Djedda. Le leader du F.D.P.L.P. (Front démocratique et populaire de libération de la Palestine) analyse la nature des régimes arabes et dégage les perspectives politiques de la Résistance palestinienne.

Le Front démocratique et populaire pour la libération de la Palestine est né d'une scission, en 1969, des forces de gauche du F.P.L.P. Il a prôné, dès sa création, la guerre à outrance contre la réaction arabe et l'organisation des masses palestiniennes sur des principes marxistes léninistes.

T.S. — Après les derniers combats de juillet 1971 en Jordanie contre les troupes royales et les dernières incursions israéliennes dans le sud du Liban, où en est la Résistance palestinienne ?

R. — Depuis septembre 1970, date à laquelle l'armée du roi Hussein a mis fin à la dualité de pouvoir en Transjordanie, la Résistance n'a cessé de reculer et des divergences profondes sont apparues. Il y a, d'une part, l'aile droitière représentée par la direction du Fath, qui tente depuis plusieurs mois de rétablir la coexistence avec le régime royal et, d'autre part, une gauche représentée par le F.D.P.L.P., les forces progressistes du Fat'h, du F.P.L.P. (Front populaire de libération de la Palestine) et des éléments de la Saïka (1), pour qui toute collaboration avec le pouvoir réactionnaire est impossible. Pouvoir qui cherche à liquider militairement, politiquement et idéologiquement la Résistance.

Pour notre part, nous avons appelé toutes les organisations de la Résistance palestinienne à refuser la coexistence avec le régime du roi Hussein. Le F.D.P.L.P. leur demande d'appliquer une politique offensive active qui vise à liquider ce dernier et à établir en Jordanie une base nationale solide indispensable pour résoudre la contradiction avec l'ennemi sioniste, contradiction qui reste toujours principale sur le plan stratégique.

Militairement, cette politique implique de passer à l'offensive contre les intérêts gouvernementaux, économiques et militaires, dans les villes, grâce à une organisation clandestine. Nous n'excluons cependant pas la guérilla dans les campagnes.

Mais, depuis les combats de juillet 71, la Résistance — y compris le F.D.P.L.P. — n'a plus de présence officielle, administrative ou politique en Jordanie. Sa présence y est actuellement clandestine. Cette situation a des répercussions négatives sur la résistance dans le monde arabe.

Elle a permis aux forces réactionnaires (celles d'Arabie Saoudite et de Tunisie particulièrement) et aux nouvelles bourgeoisies d'Etat (Le Caire, Tripoli) de demander la tête de la gauche de la révolution comme prix de la réconciliation avec le roi Hussein.

Aujourd'hui, le F.D.P.L.P. est la cible, non seulement du roi Hussein et des régimes arabes bourgeois, mais aussi de la droite de la Résistance, qui voient en lui et dans les autres forces progressistes de la Résistance une entrave aux tentatives de réconciliation avec le roi Hussein.

T.S. — Quelle est la tactique d'Hussein pour récupérer la rive ouest du Jourdain ? Face à lui, quelle est la politique d'Israël ? Que faut-il penser de l'accord des maires de Cisjordanie pour organiser des élections municipales dans les territoires occupés ?

R. — Une chose est certaine : le roi Hussein n'a pas une ligne politique nationale pour la libération de la Cisjordanie occupée ; il compte sur ses relations avec l'impérialisme (surtout américain), sur les marchandages et les tentatives d'établissement de paix bilatérale avec Israël. Nous savons que le roi Hussein a eu de longs entretiens avec les sionistes, Dayan à Washington, Aba Eban à Londres et Allon à Wadi Araba dans le Neguev. Le roi Hussein attend la première occasion propice pour justifier sa trahison. Un accord partiel sur le canal de Suez pourrait donner à Hussein un prétexte pour justifier un compromis avec l'ennemi en lui accordant des concessions territoriales sur Tulkarm, Jenin et Kalkilia. Mais ces concessions ne satisfont pas Israël et les impérialistes qui veulent en finir une fois pour toutes avec le problème palestinien.

Face au roi Hussein, la politique d'Israël a deux visages : d'une part, Israël soutient le régime hachémite et il est prêt à envoyer ses soldats en Transjordanie si le régime est en danger (les dirigeants israéliens l'ont dit plusieurs fois avant et après septembre 1970). En effet, le royaume réactionnaire constitue un barrage sûr entre Israël d'un côté, la Résistance et les forces nationales arabes de l'autre.

— **d'autre part :** si Israël trouve une force palestinienne, prête à signer la paix au nom du peuple palestinien, il est prêt à accepter la création d'un Etat palestinien en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Ainsi Israël ne « rendrait » pas la Cisjordanie au trône hachémite. A ce propos, nous remarquons la satisfaction de Dayan, exprimée à la réunion des maires de la Cisjordanie à Beit Sahour. Ces messieurs ont demandé de nouvelles élections municipales, un conseil représentatif du peuple de la Cisjordanie et une assemblée de cent membres qui représente le peuple. Cette assemblée réactionnaire qui a pour ossature la féodalité, la bourgeoisie et les hauts fonctionnaires sera le premier pas vers « l'autonomie » palestinienne sous la direction d'Israël.

Le Front démocratique a clairement exprimé son hostilité aux tentatives des maires. L'acquisition d'une paix partielle obtenue par une collusion avec les impérialistes et les sionistes et la constitution d'un Etat-croupion non viable économiquement, militairement et politiquement — parce que placé entre le marteau de Tel Aviv et l'enclume d'Amman — seraient pour Israël une tête de pont idéale qui faciliterait sa pénétration dans les pays arabes.

Dans ses thèses présentées au IXe Congrès National Palestinien, le F.D.P.L.P. a prôné la lutte contre le régime du roi Hussein, contre la clique des comploteurs et des vendus de Cisjordanie, pour la libération des deux rives du Jourdain et l'instauration d'un pouvoir national démocratique. Un pouvoir qui effacerait la discrimination entre Palestiniens et Jordaniens, un pouvoir qui garantirait au peuple palestinien ses droits nationaux sur les deux rives : droit de s'armer, de s'éduquer pour transformer la lutte armée en une guerre de libération populaire de longue durée.

Cette tâche exige qu'on établisse des relations entre les deux rives sous une direction nationale solide.

T.S. — Au moment de la rencontre de Djedda, vous avez critiqué publiquement les déclarations de Yasser Arafat. Celui-ci, en retour, vous a mis au banc des accusés au sein du comité central de l'O.L.P. et a demandé des sanctions contre le F.D.P.L.P. Sur quels points portent les clivages ? De quelle nature sont vos rapports avec le Fath ?

R. — Les divergences entre le Fath et le F.D.P.L.P. sont anciennes. Elles étaient apparues avant septembre 1970 à propos de la situation en Jordanie.

Il nous apparaissait clairement — et la pratique du F.D.P.L.P. allait en ce sens — qu'il fallait résoudre la question du double pouvoir (celui de la Résistance et celui de l'Etat réactionnaire jordanien) à l'avantage d'un régime national anti-sioniste et anti-impérialiste.

Objectivement et dans la pratique, la direction du Fath a toujours été pour la coexistence avec le régime royal, malgré les déclarations de certains de ses dirigeants et de quelques articles de son journal.

Dernièrement, des divergences profondes entre les dirigeants de Fath et nous sont apparues à propos de la médiation égypto-séoudienne et de ses tentatives pour arriver à un nouvel accord avec le roi Hussein, accord qui va à l'encontre des intérêts de l'ensemble de la Résistance palestinienne. Nous avons dénoncé cette situation en août 1971.

A la suite de cette prise de position, un clivage s'est fait jour au sein du Comité exécutif de l'O.L.P., lorsque Y. Arafat a demandé de prendre des sanctions contre le F.D.P.L.P. Celui-ci avait, à son avis, entravé les décisions du Comité exécutif. Nous avons refusé cette tentative de « mise au pas » ; une réunion a eu lieu en présence du F.D.P.L.P. où la discussion s'est transformée en une critique des positions de la direction du Fath en général et d'Arafat en particulier. Il a été condamné pour sa politique droitière et personnelle.

En fait, Arafat est resté sur sa position, le F.D.P.L.P. sur la sienne.

Mais la gauche de la Résistance « scandalise » la droite défaitiste et la réaction arabe qui s'ouvre de plus en plus à l'impérialisme et s'engage dans la voie « capitularde ». Ceci entraîne des concessions au détriment du peuple palestinien et du mouvement de libération arabe.

Ce qui est grave, c'est que l'attitude d'Arafat permet d'entretenir l'hostilité des régimes arabes contre la gauche de la Résistance. Elle offre une couverture à la sinistre distinction entre « résistance honnête » (2) qui se plie à la tactique et à la stratégie des régimes arabes, et « résistance malhonnête » qui se refuse à être un instrument de pression aux mains de ces régimes.

T.S. — La dernière tentative de « réconciliation » de la Résistance avec Hussein, à Djedda en septembre 1971 a fait éclater au grand jour les divergences entre les différentes organisations. Mais, cette fois, les clivages sont apparus au sein du Fath. Quelles conséquences en tirez-vous ?

R. — La rencontre de Djedda, qui réunissait, sous l'égide de l'Arabie Saoudite, les délégués de la Résistance et ceux du pouvoir réactionnaire jordanien, a été le couronnement du repli désordonné de l'ensemble de la Résistance devant la politique de compromis des dirigeants du Fath.

Ces négociations ont désorienté les masses et les combattants. Elles ont libéré les régimes arabes de leurs engagements pris en septembre 1970 lors des accords du Caire.

Les contradictions n'ont pas tardé à paraître au sein de la Résistance lorsque la direction du Fath a accepté la médiation égypto-saoudienne (refusée par le F.D.).

Ainsi en septembre 1971, le congrès du Fath a rejeté la médiation égypto-saoudienne et la rencontre de Djedda. Malgré cela, les dirigeants du Fath et précisément Y. Arafat et K. Hassan sont parvenus à arracher au comité exécutif de l'O.L.P. l'acceptation de la médiation. Le F.D. et le F.P.L.P. étaient les seuls à s'y opposer.

Nous pensons que l'attitude révolutionnaire et conséquente de la gauche va accroître les contradictions au sein du Fath, mais ne nous attendons pas à des résultats rapides.

Mais à moyen terme, cette ligne progressiste pourrait se préciser et se développer (par l'exemple de la gauche de la Résistance) et faire pression sur la droite du Fath.

T.S. — Dernièrement, une nouvelle organisation « Septembre Noir » s'est fait connaître par l'exécution de Wasfi Tall, Premier ministre jordanien. Cette organisation n'est-elle pas précisément composée de ces éléments progressistes du Fath qui refusent les compromis avec la réaction arabe ? Que pensez-vous de cette action ?

R. — Pour nous, « Septembre Noir » n'est pas une organisation au sens traditionnel du terme. Ce sont quelques éléments appartenant au Fath qui, face à la politique de compromis de leurs dirigeants, ont adopté la méthode de lutte du « fait accompli ».

L'exécution de Wasfi Tall est positive, parce qu'elle a entraîné l'enthousiasme des masses qui ne voyaient plus de débouchés immédiats pour la Résistance palestinienne. Quatre militants ont prouvé que la révolution est toujours debout.

Pour les masses, cet acte représente l'exécution du bourreau du peuple palestinien, l'homme qui a appliqué les plans de l'impérialisme, qui a organisé les provocations qui se sont terminées par les 20.000 morts d'Amman en septembre 70. A la violence réactionnaire la Résistance répond par la violence révolutionnaire.

Mais, ce type d'action positif en soi, peut avoir, à terme, un effet négatif. Si de telles actions se répètent sans être accompagnées d'élévation du niveau d'organisation et d'armement des masses, elles entraîneront une répression violente sans que le peuple puisse riposter. Elles doivent s'intégrer dans une stratégie cohérente combinant l'explication politique et l'intervention militaire sur le terrain jordano-palestinien. « Septembre Noir », de par sa nature « spontanéiste » n'a pas pu faire cette analyse.

De plus, les masses n'y participent pas, elles restent spectatrices et ce type d'action reste « individualiste ». Plus que jamais, il faut que nous poursuivions le travail politique de masse dans les syndicats, les organisations de femmes, de jeunes.

T.S. — Le Front Démocratique s'est prononcé pour la construction d'un véritable parti révolutionnaire marxiste-léniniste dans la région jordano-palestinienne. Ce parti participerait au front national unifié. Qu'est-ce que le F.D.P.L.P. entend par « front national », expression que de nombreuses organisations emploient en y mettant des contenus différents ?

R. — Le front national que nous voulons est un front palestino-jordanien qui rassemble toutes les forces palestiniennes combattantes ainsi que les forces démocratiques et progressistes jordaniennes.

La construction d'un tel front rencontre de nombreuses difficultés. A l'intérieur de la Résistance, la droite refuse un front effectif qui pourrait la pousser vers une ligne révolutionnaire nationale. Il y a toujours eu deux conceptions du front national.

L'option de gauche (F.D.P.L.P.) rassemble toutes les classes et les forces politiques qui combattent le sionisme et la réaction arabe. Ce front luttera pour l'instauration d'un « régime national » en Jordanie dans l'intérêt des paysans, des couches « patriotes » dans les villes, permettant au peuple palestinien d'obtenir son droit à l'organisation, la mobilisation et la lutte contre l'ennemi sioniste, impérialiste et réactionnaire.

Le programme du F.D.P.L.P. n'est pas devenu dominant au sein de la Résistance. Nous savons tous que notre expérience diffère de celle du Vietnam, où le F.N.L., par exemple, est dirigé par le parti communiste dans des conditions objectives favorables (soutien du Nord-Vietnam...).

Nous, par contre, sommes entourés de régimes réactionnaires qui rendent la tâche de la gauche très dure. Ceci exige une lutte et une guerre nationale de longue durée.

Nous savons tous que le parti communiste chinois et l'armée rouge ont lutté 25 années pour arracher la direction du peuple chinois des mains du Kuomintang. La situation est encore plus complexe chez nous. Mais ceci ne veut pas dire que nous ayons besoin de la même durée.

Ce front national rencontre l'opposition des forces de droite de la Résistance palestinienne et celles des régimes arabes. Les uns et les autres ne voudraient qu'un front de pure forme, qui ne soutiendrait la Résistance qu'à certaines occasions et non dans la pratique quotidienne.

T.S. — Depuis votre scission avec le Front Populaire pour la Libération de la Palestine (F.P.L.P.) du Dr Georges Habache, ce dernier a évolué. D'une idéologie inspirée par le nationalisme arabe, il s'est tourné vers le marxisme-léninisme. De plus, le F.P.L.P. a adopté il y a quelque temps un programme politique proche du vôtre. N'y a-t-il pas aujourd'hui des bases pour un rapprochement entre les deux organisations ?

R. — Nous accordons une grande place aujourd'hui à cette rencontre avec le F.P.L.P. Cependant, notre longue expérience au sein de la Résistance palestinienne nous a appris que le F.P.L.P. présente deux graves défauts :

— une orientation activiste, blanquiste et individualiste ;

— une oscillation permanente de ses positions, par une absence de ligne politique cohérente.

Des rapprochements s'opèrent aujourd'hui. Ils ne se limitent pas à l'aile gauche du F.P.L.P., mais s'inscrivent dans notre travail de regroupement permanent de nos militants avec ceux de la gauche du Fath, du F.P.L.P. et de certains éléments progressistes de la Seika. □

(1) Organisation militaire d'obédience baassiste.

(2) Allusions aux déclarations de Kadafi et d'El Sadate.

« T.S. » publiera dans son numéro 526 du 17 février, un dossier important sur l'extrême gauche italienne.

luttes ouvrières

Lorient

On ne se concerte plus

UNE journée de grève avait été prévue le 13 janvier à l'arsenal de Lorient par les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. Cette action avait pour but de sensibiliser les travailleurs aux discussions qui devaient avoir lieu lors de la commission paritaire du 18 janvier. Cette pression des travailleurs devait faire aboutir des revendications depuis longtemps en suspens (sur la situation de l'emploi, la réduction du temps de travail sans diminution de salaire, un treizième mois pour tous étant les principales).

Cette action avait été décidée par les deux fédérations C.G.T. et C.F.D.T. Le programme de la journée du 13 était déjà arrêté (défilé, meeting, prise de parole *unique*).

L'intimidation patronale

Le samedi 8 janvier, les deux fédérations reçoivent une lettre du secrétaire général pour l'administration de Debré : M. Long. Ce monsieur demande ni plus ni moins aux deux organisations de faire un choix entre la grève prévue le 13 janvier et la tenue de la commission paritaire du 18 janvier. La lettre se terminait par les mots suivants : « Si vous croyez, par contre, que la commission doit se tenir, vous retirerez votre préavis. » Menace à peine voilée.

Maintenir la grève ou pas ?

— A la réunion du bureau fédéral C.G.T., le même jour on examine la lettre. Il se dégage une position soumise à la C.F.D.T. : le ministre ayant réagi violemment à la menace de la grève, cette réaction constitue un élément positif pour la négociation. Dans l'intérêt des travailleurs il demande à la C.F.D.T. un temps de réflexion.

— La C.F.D.T. décide de consulter ses adhérents sur la conduite à tenir :

1) ou bien surseoir à l'action et accepter l'ultimatum du ministre ;

2) ou bien considérer qu'une action de grève n'est pas incompatible avant la concertation et que la lettre du ministre constitue un chantage et une atteinte au droit de grève (déjà réglementé pour la fonction publique et étendu aux arsenaux par les textes de 63).

— La C.G.T., après plusieurs contacts avec la C.F.D.T. maintient sa position. Ne parlons pas de l'attitude de F.O. Bergeron avait déjà été reçu par le ministre le 15 décembre ; pour lui, concertation = action.

— La C.F.D.T., après consultation de ses adhérents décide de faire grève. Le mouvement est relativement bien suivi (900 grévistes à Lorient). Elle évite toute polémique avec la C.G.T. qu'elle considère comme partenaire privilégié face au capitalisme.

De la représentativité

Le 13 janvier, la C.F.D.T. est informée par une lettre du sieur Long que puisque la C.F.D.T. n'a pas suspendu son préavis de grève : « La commission paritaire ouvrière se réunira ce jour-là sans que la C.F.D.T. y soit représentée. »

La C.F.D.T. a maintenu son préavis de grève malgré le lâchage de la C.G.T. L'action a payé : le 15 janvier, elle reçoit une lettre du ministère qu'elle sera admise à la commission paritaire.

Ceci démontre à l'évidence que la riposte aux intimidations patronales ne se fait pas autour d'un tapis vert, qu'à l'abus de pouvoir de Debré (violant délibérément le droit syndical) il fallait répondre par l'action directe.

LE centre éducatif et professionnel des « Petites Roches », à Saint-Etienne, dépend d'une association privée (A.D.S.E.A.) (loi de 1901), présidée par un industriel textile de cette même ville. Cette association privée, subventionnée par l'Etat, connaît actuellement des difficultés financières (du fait de sa mauvaise gestion). Pour résoudre ces problèmes, elle procède à des licenciements et des suppressions de postes.

La direction fait d'une pierre deux coups, car elle en profite pour éliminer le personnel dit « gênant ». Certains éducateurs refusent, en effet, d'être les agents de la classe dominante. Ils refusent de n'apporter que des solutions individuelles n'agissant que sur les symptômes, non sur les causes réelles des problèmes sociaux. De plus, ces solutions individuelles ne consistent bien souvent qu'à réinsérer les inadaptés sociaux dans le circuit de production en étouffant au maximum leurs capacités de réaction et de prise de conscience face à l'exploitation. La direction des « Petites Roches », en éliminant ces « corps étrangers », reconstitue une « mini » équipe éducative, plus facilement orientable car non spécialisée, moins payée, car sans garantie de l'emploi. Cette dite équipe ne peut moins faire que de se plier aux objectifs de la direction, qui consistent à un conditionnement intensif des adolescents à un faible éventail de métiers strictement manuels répondant aux besoins des indus-

Des motifs suspects

Cinq licenciements ont, ainsi, eu lieu :

— le 5-2-71, le cuisinier du centre est renvoyé pour non-respect d'observations faites par la direction ;

— le 18-3-71, l'infirmière est licenciée pour une soi-disant faute professionnelle grave ;

— le 4-6-71, un éducateur stagiaire est également renvoyé ;

— le même jour, un éducateur technique est également licencié.

(Il permettait, ô scandale éducatif, à ses élèves de fumer pendant ses cours.)

A la suite de ces quatre licenciements, un noyau de l'équipe éducative essaie de mobiliser l'ensemble de l'équipe, et d'amorcer une action.

La direction refuse de répondre aux questions des salariés, sur les motifs des licenciements.

Non aux éducateurs-flics

En septembre a lieu un cinquième renvoi : il s'appuie sur un rapport de police demandant à l'éducateur une collaboration illégale avec les forces de l'ordre. Par un silence très justifiable, cet éducateur a refusé d'apporter des éléments précis à l'enquête de gendarmerie qui cherchait dans le camp d'adolescents le bouc émissaire, soi-disant responsable d'une vague de délits mineurs commis dans la région.

Il s'avéra par la suite, témoignage à l'appuis, que les soupçons étaient injustifiés. La direction, loin de justifier l'attitude de l'éducateur concerné, se servit du rapport pour licencier à nouveau.

Ce problème n'est pas uniquement local ; les divers licenciements survenus à Peagres, La Source, Annonay... l'ont montré.

Les éducateurs n'entendent pas être utilisés pour simplement briser la délinquence que la société de profit et de consommation fabrique. Ils exigent la prise en charge totale par l'Etat du financement des centres de rééducation. Conscients de ces problèmes, les travailleurs sociaux de la région stéphanoise ont décidé de créer un comité de liaison qui rassemblerait les assistants sociaux, les éducateurs, les animateurs sociaux-culturels, les travailleuses familiales, les infirmières, etc.

Saint-Etienne

Halte aux licenciements

Dieppe

Rhone-Poulenc a plié

A Aigues-la-Bataille, bourgade située à 7 km de Dieppe (Seine-Maritime), deux entreprises sont implantées : la Cie Textiles artificiels (C.T.A.) et la « Cellophane » (S.L.C.), toutes deux sous le contrôle de RHONE-POULENC.

L'usine ferme, les travailleurs ripostent

Rhône-Poulenc textiles (R.P.T.) a annoncé officiellement aux travailleurs que leur usine, la C.T.A., allait purement et simplement fermer ses portes en juillet 1972, mettant ainsi 290 personnes au chômage.

C'est M. Durrieux, directeur général adjoint de R.P.T., qui est venu le 29 décembre dernier leur apporter cette étrange prime de fin d'année, promettant toutefois d'en « reclasser » certains, selon les disponibilités des autres usines du trust. (C'est-à-dire, la déportation à Lyon ou à Albi.)

Des cadres et des agents de maîtrise en on fait l'expérience récemment.

Mais les travailleurs ne désarment pas pour autant. Ils se sont retrouvés à plusieurs reprises devant les portes du sous-préfet. Le 12 janvier ils défilaient dans les rues de Rouen et allaient protester chez le préfet.

La solidarité ouvrière

Dans ces actions, ils furent notamment soutenus par leurs camarades de la Cellophane, alors que la direction de la C.T.A. voulant accélérer le processus de fermeture de l'usine annonçait la suppression imminente de 50 emplois.

Solidaires de leurs camarades C.T.A., à la Cellophane, on organise des débrayages et des défilés dans l'usine. En délégation, ils vont aussi le 12 janvier manifester à Rouen.

En réponse, la direction de la Cellophane met à pied 21 travailleurs dont des délégués syndicaux.

La riposte est immédiate : le 18 janvier a lieu un débrayage de 3 heures dans les deux entreprises. Le 19 à 5 heures du matin, les 750 travailleurs C.T.A. et Cellophane sont en grève générale à 100 % afin de lutter pour la levée des sanctions. Ils ferment la grille commune d'accès aux deux usines et en assurent le contrôle.

Parallèlement ils attendent la décision de la direction au Comité central d'entreprise qui se tient le 20 janvier à Paris.

Cette direction de la Cellophane porte plainte devant le tribunal contre cinq travailleurs, choisis au hasard.

Un d'entre eux se trouvait dans son lit au moment du délit d'occupation d'usine invoqué.

La victoire ouvrière

Le 20 janvier, devant l'obstination ouvrière, la direction lève toutes les sanctions et retire ses plaintes. Le lendemain matin les travailleurs ouvrent à nouveau les grilles de l'usine.

Mais les travailleurs ont encore de nombreuses luttes à mener contre la disparition de leur usine et le maintien de leur emploi. ❑

Cambrai

Le fascisme dans l'entreprise

Il y a quinze jours, les militants C.F.D.T. apprenaient par la presse qu'un délégué C.F.D.T. voyait son licenciement réclamé par une manifestation de cinq cents travailleurs. Depuis, cette affaire a connu une multitude de rebondissements. La grande presse a caché les antécédents de cette affaire. Il est vrai qu'ils éclairent cette entreprise sous un angle peu rassurant pour les patrons. L'entreprise où se sont déroulés ces événements est en effet bien singulière. L'histoire aussi. Elle rappelle que la lutte de classes est chaque jour un dangereux combat (1).

C'EST un groupe immobilier créé à partir d'un C.I.L. (2) en 1949 par les syndicats ouvriers et patronaux et devenu une immense usine à faire du logement avec des crédits d'Etat (H.L.M., Crédit foncier), des prêts des Caisses d'épargne, des prêts bancaires et des apports personnels. Le Groupe Maison familiale — sigle G.M.F. — est une organisation très complexe avec plusieurs Groupements d'intérêt économique (G.I.E.) imbriqués les uns dans les autres et rassemblant plusieurs dizaines de sociétés à but lucratif (sociétés anonymes et commerciales) et à but non lucratif (C.I.L.).

Le G.M.F. (3) a été lauréat en 1970 du concours de la maison individuelle (dit concours Chalandon) et avait un programme de construction pour 1971 de l'ordre de 6.000 logements. Il occupait 588 personnes au 1er novembre 1971, plus les ouvriers d'une entreprise de construction pilote, le S.E.D.-E.C. (environ 100 à 120 ouvriers).

Une percée syndicale

C'est dans cette entreprise qu'éclate en mars 1971 un mouvement revendicatif. Les causes de ce mouvement tiennent à la situation de la « boîte » qu'on peut résumer ainsi :

L'embauchage est désordonné (avec de nombreux salaires au niveau du S.M.I.C. et des salaires de nouveaux cadres extrêmement élevés). Les primes d'objectifs sont distribuées avec désinvolture créant de graves mécontentements. Il règne dans l'entreprise une atmosphère étouffante de surveillance proche des méthodes fascistes (micros invisibles baptisés interphones, télévision d'espionnage, personnel spécialement payé pour moucharder). La direction multiplie les licenciements expéditifs, les mutations incessantes nécessitées par de soi-disant restructurations constamment remises sur chantier.

Dans la gestion, le pragmatisme est roi, ce qui permet à M. Leroy, directeur général ou administrateur unique, de faire fi de toutes les décisions prises par les comités de décision. Le comité d'entreprise doit se borner à entériner les décisions du patron — il n'y a d'ailleurs pas de budget.

L'histoire d'une répression syndicale

Cent vingt personnes réunies au Café Durand, le 11 mars, décident de se syndiquer à l'appel de François Bourely, cadre à la M.F. et délégué syndical C.F.D.T. 150 adhésions à la C.F.D.T. parviendront à l'Union d'arrondissement dans les jours suivants.

Le 18 mars, M. Leroy se livre au cours d'une réunion de cadres (130 personnes) à un véritable réquisitoire contre Bourely : il est en particulier accusé d'être à la solde des ennemis de la M.F., Leroy ironise sur sa qualité de pasteur.

Le 19 mars, il invite le personnel par groupe de 4 ou 5 employés à choisir entre la M.F. et Bourely.

La C.F.D.T. crée un Conseil syndical qui se réunit toutes les semaines au siège de l'Union d'arrondissement. Un comité de travail étudie les conditions de travail du personnel.

M. Leroy fait appel aux bons offices d'un inspecteur des renseignements généraux pour obtenir un rapport sur la vie privée et la vie politique de François Bourely (c'est un certain Fougeray des R.G. d'Arras qui se charge du travail : il sera récompensé par un poste de conseiller à la M.F. à partir du 1er septembre 1971 avec un salaire confortable).

Le rapport des R.G., tronqué et séparé de son contexte est abondamment distribué à la M.F. aux cadres et cadres supérieurs. Sous sa présentation il permet de penser que Bourely a été avant 1965 un « escroc ». Or depuis les six ans qui se sont écoulés Bourely a un casier judiciaire qui est et a **toujours été vierge.**

Une plainte pour diffamation et une autre pour entrave à la liberté syndicale sont déposées.

Bourely est mis à l'index, muté de poste en poste, contraint à effectuer un travail inutile et finalement privé de tout travail et isolé comme un pestiféré. Il fait une dépression nerveuse lorsqu'au début août l'un de ses collègues lui précise que son chef de département (M. Gernez) lui a interdit de parler à Bourely « qui est un escroc ». Au cours de sa maladie, Bourely demande à Leroy de venir le voir et d'envisager son départ. Bourely rappelle qu'un certain nombre d'indemnités auxquelles il a droit doivent lui être versées (environ 30.000 F). Leroy alors, fait savoir au personnel que Bourely exerce un chantage et ne partira qu'à la condition qu'on lui verse 30.000 F, alors que la direction propose 12.000 F.

Histoire d'un licenciement...

Le personnel est contraint sous menace de perdre son emploi à signer une motion de confiance à la direction et à déclarer qu'il n'y a **jamais eu de répression syndicale** ni de diffamation.

Le Conseil syndical est décimé avec les candidats délégués du personnel : chantage à l'emploi, suppression de primes, suppression de promotions prévues pour le 1er janvier 1972, menaces de mutation à des postes inférieurs, chantage à l'obtention d'une H.L.M. etc, y aident.

Deux mois plus tard, **la direction demande le licenciement de Bourely à l'Inspecteur du travail qui le refuse le 21 décembre 1971.**

La C.F.D.T. est mise dans l'impossibilité de présenter des candidats aux élections de délégués du personnel — où plus de cent personnes appartenant à la société S.E.D.E.C. ne peuvent s'exprimer puisqu'elles sont en congé — obtient cependant un très grand succès. Elle préconise le vote nul. 26 % des inscrits s'abstiennent. 38,66 % par rapport aux suffrages exprimés votent nul pour les titulaires et 45,31 % pour les suppléants !

La direction change alors d'attitude. Pour éloigner Bourely on lui propose une pseudo-promotion dans le Var, avec obligation de se fixer au Luc, village de 3.610 habitants, et lieu des prétendues « malversations » du délégué syndical. Bourely accepte à la condition principale qu'on lui octroye des indemnités de subsistance jusqu'à la fin de l'année scolaire.

La direction exige le départ immédiat de Bourely et refuse de lui accorder des indemnités de déplacements à la date du 15 mars 1972 — ce qu'il ne peut accepter.

...et d'un tract

L'Union d'arrondissement C.F.-D.T. — et non Bourely — rédige un tract qui est distribué le 7 janvier 1972 dans le Cambrésis et provoque la colère de la direction de la M.F.

L'entrée de l'établissement est interdite à Bourely par un piquet de cadres et une manifestation est organisée par la direction, le 10 janvier 1972 (journée et repas amélioré payés). On contraint les récalcitrants à défiler pour demander le licenciement de Bourely et deux camions-balai interdisent aux pseudo-grévistes de se disperser.

Le 11 janvier, deuxième tour des élections de délégués du personnel. 32 % d'abstention. F.O. qui avait obtenu 46 voix au premier tour dans ce collège s'est déconsidéré en prêtant main forte au patron, tombe à 15 voix. Les « isolés » sont brillamment élus.

Le 12 janvier a lieu un rassemblement du personnel à M.F. (le délégué syndical est mis à pied depuis le 10 pour avoir refusé de se rendre dans le Var) la direction lit une partie du rapport des renseignements généraux. Il est demandé un vote par bulletin de couleur « pour ou contre Bourely ». La moitié du personnel en profite pour disparaître. Il y a pourtant des voix qui dans ce climat de fascisme (pas d'isoloir) se portent sur Bourely.

Le 13 janvier, une délégation de 15 personnes se rend chez l'Inspecteur du travail qui refuse de se prononcer sur le licenciement de Bourely.

La riposte syndicale

Un meeting a lieu à la Sté Messian pour la liberté syndicale : débrayage. Un tract de l'Union locale C.G.T. à propos de la manifestation du 10 janvier, s'indigne de la manière dont la direction de la M.F. a contraint le personnel à une action inconsidérée.

Le 14 janvier une conférence de presse se déroule à Lille avec Jean-Paul Murcier, Frédo Krumnow du bureau confédéral. La C.F.D.T. donne sa version de l'affaire.

Le 15 janvier, une association pour la défense de la renommée de la Maison familiale fait apposer un énorme placard à l'entrée du personnel, indiquant que tout le personnel doit se considérer comme « mobilisé ».

Le 17 janvier, Bourely reçoit la lettre recommandée de l'Inspecteur du travail concluant au non-licenciement de Bourely.

A 15 h 30 Bourely accompagné par un huissier tente de reprendre son travail, il est refoulé par un piquet de cadres.

Depuis 15 jours, cette guérilla continue. M. Leroy, bien vu par Chalandon, cousin du député-maire socialiste de Cambrai (Raymond Gernez), continue son œuvre de patron de combat. La presse continue son œuvre de pseudo-impartialité. Dimanche dernier, une nouvelle provocation a eu lieu, contre un responsable départemental C.F.D.T. L'affaire continue. Elle illustre ce qu'un patron de combat peut faire. Il est grave qu'à côté des cadres chargés chaque matin d'interdire l'entrée de l'entreprise à Bourely, on trouve des employés. Il est vrai que la répression et le chantage développés depuis des années par la direction ont fait œuvre. Que cela incite le mouvement révolutionnaire à la vigilance. Mis en accusation, le fascisme se dissimule mal. □

---

(1) Cet article a été rédigé à partir d'un dossier transmis à « T.S. » par la C.F.D.T.

(2) Comité interprofessionnel du logement.

(3) Groupe Maison Familiale.

Jacques Chirac s'adressant à la gauche du régime.

Sommes-nous en février 1968 ?

Jean-Claude Vaillant

DEPUIS la mise en place du gouvernement Chaban-Delmas, le maître mot de l'action du pouvoir en direction des salariés était la politique contractuelle. Se camoufler les succès rencontrés par cette politique au cours des années passées serait adopter une attitude d'autruche. De fait, ces succès s'accompagnaient de hausses de salaires parfois relativement fortes dans le secteur privé. Ainsi, compte non tenu de la hausse effrénée des prix à la consommation, les hausses moyennes des salaires horaires des ouvriers avaient atteint 8,8 % en 1969, 10,2 % en 1970, et 11 % en 1971.

Lâcher sur les salaires...

Ce que le grand patronat lâchait sur les salaires, il le reprenait sur la hausse des prix à la consommation d'un côté, et de l'autre sur les conditions et l'intensification du travail.

C'est ce dernier phénomène qui explique le fait que la France est le pays capitaliste qui a les coûts de production les plus bas. Entre 1967 et 1971, les salaires rapportés aux unités produites ont augmenté moins vite, en France, qu'en Italie, Grande-Bretagne, Japon et Allemagne.

Une telle politique ne pouvait être le fait que de la fraction la plus concentrée du capital qui, seule, peut imposer une intensification du travail grâce à de nouveaux investissements et à une organisation plus oppressive du travail. Ainsi, elle était partie prenante du processus d'industrialisation visant à liquider petites et moyennes entreprises et à conquérir les marchés extérieurs.

Ce début de l'année 1972 semble marquer un tournant. Chacun s'accorde à reconnaître les difficultés de la politique contractuelle. Ces difficultés ne tiennent pas principalement à une nouvelle offensive que conduiraient les travailleurs et leurs organisations syndicales. La C.G.T. qui avait signé l'accord salarial de l'E.D.F. en novembre 1971 n'a pas changé de cap. Les difficultés de la politique contractuelle tiennent principalement à la marge de manœuvre dont dispose aujourd'hui la bourgeoisie : celle-ci n'a plus les moyens de payer le prix de la même politique contractuelle qu'auparavant.

... mais modérément

C'est une situation qui se manifeste aussi bien dans le secteur public et nationalisé (S.N.C.F., charbonnages, Régie Renault) que dans le secteur privé (la métallurgie parisienne, les potasses d'Alsace). Sur tous ces fronts, la politique du gouvernement, des directions générales désignées par celui-ci et du patronat se traduit par une tactique commune cohérente. Partout les négociations salariales sont bloquées.

Pour les trois cent mille travailleurs de la S.N.C.F., les propositions de la direction générale visent à une augmentation échelonnée de 5,5 % pour l'année 1972, et elles sont en retrait sur celles de l'année dernière. Pour les 97.000 salariés de la Régie Renault, les augmentations proposées n'atteignent annuellement que 5 %. En ce qui concerne les 750.000 métallos de la région parisienne, une note patronale « recommande » aux chefs d'entreprises de ne pas dépasser 6 % d'augmentation de salaires.

Ainsi le gouvernement et le patronat appliquent les consignes fournies par le vice-président du C.N.P.F., François Ceyrac : « Il faut que les chefs d'entreprises sachent résister à certaines pressions. »

Il s'agit de savoir pourquoi la bourgeoisie n'accorde pas en 1972, ce qu'elle avait concédé les années précédentes.

Restructurer, mais prudemment !

Certes, le grand projet stratégique de la politique contractuelle consiste à tenter de lier au bloc au pouvoir des couches de salariés qui devraient ainsi se substituer aux alliés traditionnels du capitalisme monopoliste. Mais, conjoncturellement, ce mouvement ne peut avancer trop vite. Les alliés traditionnels, à savoir la petite et moyenne bourgeoisie composée des fractions les plus riches des paysans, commerçants et artisans sont en voie de liquidation en tant que couche autonome. Le pouvoir n'a toutefois pas envie de prendre le risque de les voir se retourner contre lui avant qu'il les ait fait définitivement crever.

En ce sens, la restructuration de l'industrie française favorisée par la course hausse des salaires-hausse des prix, doit avancer à un rythme compatible avec le maintien de l'équilibre fragile en faveur de la bourgeoisie.

De fait, face à sa volonté de maintenir ses assises politiques, la hausse des prix à la consommation constitue un problème préoccupant pour le pouvoir. En exigeant l'arrêt des contrats antihausse à la date du 15 mars, le patronat a choisi, pour enrayer la hausse des prix à la consommation, de s'en prendre exclusivement aux intérêts les plus immédiats de la classe ouvrière. Le gouvernement emboîte le pas à cette politique.

Il est possible que la montée du chômage ait été prise comme facteur de démobilisation pour les travailleurs, par les machiavel qui nous gouvernent. Il n'empêche que c'est un pari risqué qui témoigne de l'étroitesse de la marge de manœuvre dont dispose la bourgeoisie. A la mise en place de son grand rêve stratégique, elle préfère col-

mater les brèches à l'intérieur du bloc qui le soutient traditionnellement.

Les grandes manœuvres

Estimer que les organisations syndicales resteront inactives serait commettre une erreur. Elles sont contraintes à la riposte, mais quelle riposte ?

Déjà Séguy hausse le ton et annonce que rien ne va plus. Il semble que la tactique, qui avait consisté à laisser pourrir sur pied la grève de St-Jean-de-Maurienne en guise de préparation aux négociations syndicats-direction de Renault, soit légèrement modifiée. De fait, des mouvements de débrayage ont eu lieu au Mans, d'autres sont en préparation à la S.N.C.F. Il s'agit de faire monter la température pour qu'elle soit bien tiède — ni trop chaude, ni trop froide — en 1973.

Cette nouvelle situation complique ces grandes manœuvres. Déjà, il y a maintenant quatre ans, on a connu une période où les états-majors réformistes préparaient les échéances de... 1972. Pendant ce temps, à la suite du plan de stabilisation, la pression sur les travailleurs s'amplifiait considérablement; la croissance du pouvoir d'achat n'avait atteint en 1967 et 1968 que 2,9 %, chiffres égaux sinon supérieurs à ceux promis par le pouvoir en ce début d'année.

Le nombre des chômeurs atteignait alors 400.000.

Nous ne sommes pas en février 1968. Il n'empêche que l'on aurait tort de sous-estimer les conséquences de l'incapacité de la bourgeoisie à mener à bien sa politique contractuelle. □

Pour les camarades dont les fédérations et les régions n'ont pas encore mis en place d'école de formation permanente :

Ecole Centrale de Formation à Paris :

1er W.E. : Eléments d'analyse marxiste, 19-20 II ou 26-27 II.

2e W.E. : La stratégie du mouvement révolutionnaire face au réformisme, 25-26 III ou 1-2 IV.

3e W.E. : Le parti dans les luttes de masse, 13-14 IV ou 20-21 IV.

● Renseignement auprès des responsables formation.

● Inscription avec accord fédération à la Commission Nationale Formation, 9, rue Borromée, Paris (15e).

Tribune libre

L'autogestion, un nouveau plat reformiste ?

Jean-Claude Vessilier

La controverse sur l'autogestion embrase les forces réformistes. La nouvelle direction du Parti socialiste entend repeindre la vieille maison socialiste aux couleurs de Mai 68. Cette discussion ne saurait toutefois se résumer à un habile cinéma mis en scène par des professionnels astucieux : elle a des échos parmi les travailleurs, et notamment dans de larges secteurs de la C.F.D.T. Le débat doit donc s'ouvrir.

Ceux qui font semblant d'y croire

Lorsque des réformistes patentés défendent l'autogestion, il s'agit, dans leur logique, d'une solution réalisable grâce à des réformes décrétées par un gouvernement occupant l'actuel appareil d'Etat. Dans ce cadre, les réformes ne changeront pas plus la nature fondamentale de l'exploitation des travailleurs que ne l'ont fait, en leur temps, le front populaire et le tripartisme issu de la Résistance.

Ce dont il s'agit, c'est d'avancer des réformes compatibles avec une stratégie électoraliste, l'alliance avec des fractions de la bourgeoisie et le maintien d'un marché régi selon la loi du profit. C'est pourquoi le projet réformiste consiste à conquérir des couches sociales dont la place dans la production les conduit à formuler des revendications de gestion économique non contradictoires avec la perpétuation de la domination du capital. A l'intérêt tactique d'user d'un vocabulaire « gauche » s'ajoute donc, pour la social-démocratie, cet enjeu politique précis. C'est la combinaison de ces deux éléments qui explique la vigueur de la réaction du P.C.F. contesté dans sa tentative de gagner, lui aussi, ces couches à son front antimonopoliste.

La situation est rendue plus complexe par le rayonnement du thème de l'autogestion. Paraissant offrir une réponse concrète à l'aspiration des travailleurs à en finir avec l'exploitation, il recouvre bien des politiques.

Ceux qui la veulent

Lorsque la C.F.D.T. défend l'autogestion, les textes votés majoritairement par cette confédération montrent qu'elle le fait « en escamotant complètement la riposte que pourra mettre en œuvre la bourgeoisie. La perspective d'un affrontement, d'une épreuve de force globale, d'une période de dualité de pouvoir ». (Résolution de la Conférence nationale entreprises de décembre 1971.) Ainsi, quand la C.F.D.T. note que « la réussite du passage à l'autogestion suppose une mise en œuvre progressive », c'est dans le cadre d'une période qui n'est ni la période transitoire où s'organise la dualité de pouvoir, ni la période qui suit la prise du pouvoir d'Etat par les travailleurs. C'est pourquoi les justes affirmations de la C.F.D.T. selon lesquelles « une entreprise autogérée au sein du système capitaliste n'est qu'une coopérative ouvrière » demeurent des vœux pieux tant que la destruction du système capitaliste n'est pas posée comme objectif.

Toute proposition stratégique qui ne se prononce pas sur la question du pouvoir d'Etat et la destruction de l'Etat bourgeois se ramène, quant au fond et quelles que soient les intentions de ses initiateurs, à une conception réformiste. Cette affirmation n'entraîne pas le dédain à l'égard de telles propositions : bien au contraire, elle exige la discussion la plus rigoureuse avec de nombreux militants qui mènent les luttes quotidiennes et qui se laissent piéger par ces orientations erronées. Cette tâche élémentaire de clarification est indispensable : elle ne saurait toutefois être suffisante. Il ne saurait être question d'éluder le débat sur la société qui naîtra du capitalisme abattu.

Autogestion ou dictature du prolétariat ?

Il s'agit de fournir les acquis du mouvement ouvrier évolutionnaire et de les tremper dans la réalité des luttes d'aujourd'hui. A cet égard, si l'on veut discuter de la société socialiste, le débat principal ne porte pas sur l'autogestion : il porte sur les modalités d'exercice de la dictature du prolétariat. Si les mots ont un sens et si les références contenues dans les textes de congrès ne sont pas destinées à être collectionnées dans les archives, c'est ainsi qu'il faut poser le débat.

Poser le débat en ces termes, c'est refuser de s'enliser dans une discussion sur la centralisation ou la décentralisation économique. Ce sont les exigences politiques qui doivent être mises au premier plan.

Discuter de l'hégémonie politique, économique et idéologique que le prolétariat doit exercer, c'est débattre des moyens qui empêcheront la dictature du prolétariat de se transformer en dictature sur le prolétariat, c'est poser le problème de la démocratie prolétarienne.

La réponse classique est fondée sur les conseils ouvriers et paysans qui s'organisent au moment de la crise révolutionnaire lorsque les travailleurs affrontent, dans leur ensemble, l'appareil d'Etat de la bourgeoisie. Ces conseils sont les organes politiques qui constituent l'armature du nouveau pouvoir polétarien. L'important n'est pas de tracer, en utopiste, les contours de ces conseils, mais de souligner que leur fonction n'est pas de perpétuer la coupure entre l'économique et le politique, mais bien de réaliser leur fusion ; n'est pas de contribuer à l'éparpillement, mais bien d'être l'armature du nouveau pouvoir qui devra agir à tous les niveaux.

Les tâches à accomplir par le prolétariat pendant la période de transition ne se résument pas à des initiatives menées à la base pour transformer les rapports sociaux de production, il s'agit aussi de lutter centralement contre l'idéologie bourgeoise et de se fixer comme objectif le dépérissement de l'Etat et des catégories marchandes.

Pendant cette période, la survivance des catégories marchandes et des rapports sociaux hérités de l'ancien régime constitue un problème objectif réel. Mais il n'appelle pas principalement une réponse technique. Se proposer un modèle d'organisation de la société fondée sur la perpétuation de la loi de valeur, c'est précisément nier l'un des objectifs principaux de la société de transition.

La Yougoslavie : un exemple ?

Les leçons de l'expérience yougoslave sont, à cet égard, incontestables. En combinant autogestion et marché, la réforme économique de 1965 a accru les inégalités entre branches et entre républiques, elle a permis au chômage de faire son apparition puisque des entreprises peuvent être conduites à faire faillite. Les conditions de travail et les salaires sont dictés par les lois du marché. Une véritable classe sociale bénéficiant de l'exploitation des travailleurs est en train d'émerger. La relative libéralisation politique ne se développe que dans un cadre, fixé au préalable, par la ligue des communistes yougoslaves qui, seule, jusqu'à présent, détient les possibilités d'initiative politique.

La cause devrait être entendue : faire confiance aux mécanismes du marché, c'est abdiquer toute maîtrise consciente du développement des forces productives et c'est favoriser, pour le moins, la différenciation sociale au profit des couches gérant et dirigeant les entreprises.

De fait, l'expérience yougoslave n'est pas une déviation aberrante : elle s'inscrit dans la logique des systèmes qui, sous couvert d'émancipation directe des producteurs, sont fondés sur l'autonomie et la concurrence entre les entreprises gérées par les travailleurs eux-mêmes.

Par une culbute classique, ce raccourci aboutit au contraire de l'émancipation des travailleurs.

Quelle démocratie ?

Celle-ci passe par la mise en œuvre de la démocratie prolétarienne et la transformation des rapports de production hérités du capitalisme. Changer l'organisation du travail, supprimer le patronat, cela veut dire instaurer l'autogestion ouvrière, c'est-à-dire reconnaître le rôle dirigeant du prolétariat, en tant que classe, à tous les niveaux de la vie sociale et pas seulement économique.

La liquidation des effets du développement inégal du capital, non seulement le développement des forces productives et la socialisation du travail, mais aussi la lutte contre les résurgences de l'idéologie bourgeoise exigeront, pendant toute une période, une organisation centrale de la domination de classes, **un Etat prolétarien.** Sa garantie démocratique ne réside pas dans les organigrammes économiques que l'on peut rêver, elle résidera dans la force des **organes politiques** du nouveau pouvoir prolétarien, à savoir les conseils ouvriers.

De fait, refuser les versions économistes de l'autogestion est profondément cohérent avec l'orientation du P.S.U. concernant l'axe stratégique du contrôle ouvrier. Mettre l'accent, en cette phase, sur la capacité politique de la classe ouvrière à montrer sa force, à user de la tactique du fait accompli pour s'attaquer au pouvoir patronal, c'est préfigurer une société où, consciemment, le pouvoir appartiendra aux travailleurs. □

luttes culturelles

Faut-il défendre le T.N.P. ?

Dominique Nores

Si le T.N.P. qui, dès avril prochain, aura dépensé à ses sept créations de l'année tout l'argent que met à sa disposition sa subvention annuelle de cinq cents millions (anciens), n'avait pas — sur l'incitation du ministère de tutelle à faire de l'argent — loué sa grande salle à une superproduction américaine, l'opérette **Jésus super-star,** les esprits se seraient-ils émus comme ils ont fait ?

Après tant d'années, les ombres de Vilar et de Gérard Philipe hantent encore le Palais de Chaillot, et elles fonctionnent comme des interdits. Si gênant cela soit-il pour beaucoup, on ne peut pas faire du T.N.P. n'importe quoi comme, depuis trois ans, on fait n'importe quoi de l'Odéon.

C'est sur ce prestige ancien de notre premier théâtre à vocation populaire que le Parti communiste fonde sa campagne. « Ne touchez pas au T.N.P. ! » s'écrie Jack Ralite (« l'Humanité-Dimanche ») avec une fidélité de « grognard » veillant sur des reliques.

On est cependant en droit de se demander ce qu'aujourd'hui le T.N.P. représente. Toute mythologie mise à part, défendre le T.N.P., c'est défendre exactement qui, défendre exactement quoi ?

La crise

La crise du T.N.P., dénoncée l'an dernier par la presse, était déjà en germe dès le départ de Vilar et son remplacement par Georges Wilson.

Cela se passait en 1963. Vilar avait fait de ses dernières mises en scène des appels à la lucidité. L'homme individuel se dressait, dans **l'Alcade de Zalaméa** ou dans **Thomas More,** et il disait non à toutes les formes oppressives du pouvoir. Ensuite, Vilar disparaissait, irremplaçable pour les uns ; pour les autres, remplaçable. Ainsi, l'équipe de « Théâtre Populaire », qui n'avait pas cessé de lui reprocher de n'avoir pas fait pénétrer dans les masses ouvrières le besoin d'un théâtre capable d'éclairer un combat, se dressait contre l'idée de l'homme unique : « Le T.N.P. n'est pas le théâtre de Vilar, mais une entreprise confiée dorénavant, et pour un temps limité, à un nouveau responsable appelé à remettre un jour ses pouvoirs en d'autres mains. »

Or, c'est justement cette idée que des directeurs pourraient se succéder facilement à la tête du service public qu'était le T.N.P. qui est contredite par les faits.

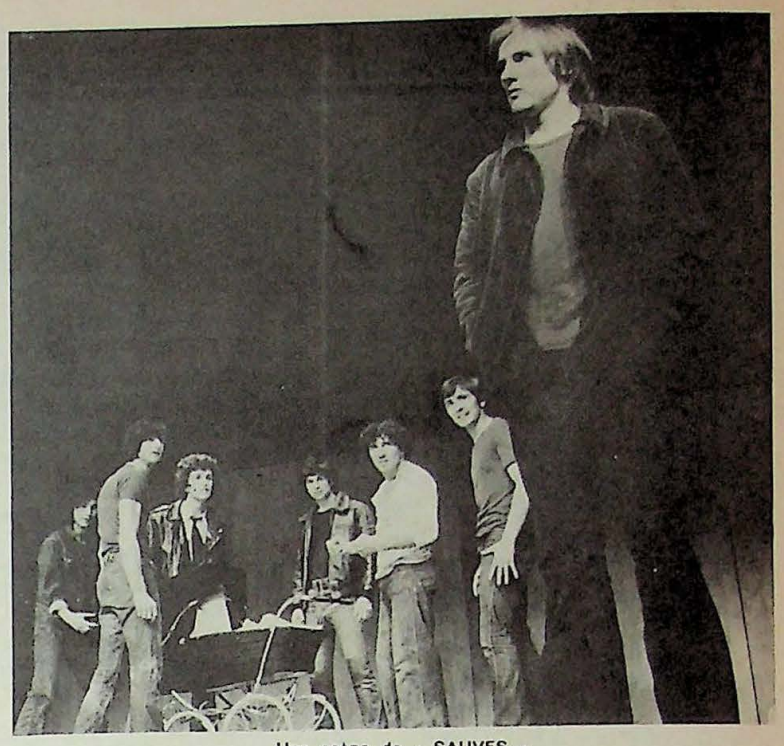
Georges Wilson n'a jamais caché à quel point le plateau de la grande salle était, pour lui, contraignant. En même temps qu'il demandait et obtenait la construction d'une petite salle qui serait, pour le théâtre qu'il voulait faire, un instrument plus souple, il affirmait les deux principes de sa gestion future : la constitution d'une équipe de jeu sensible à son projet et l'accueil déterminé aux dramaturges de notre temps.

Cependant, il oscillait sur le grand plateau entre des mises en scène très belles plastiquement, mais que l'urgence d'un contenu signifiant désertait — comme le **Luther** d'Osborne — et des représentations matériellement encombrées où se manifestait une inquiétude devant le plateau nu.

Si les premières saisons du travail de Wilson au T.N.P. sont sanctionnées par un renforcement de l'indice de fréquentation de la salle, la chute, ensuite, a été constante. La remontée de 1969 (**le Diable et le Bon Dieu** et **Arturo Ui** au programme, et appel fait à de grands comédiens bien connus du public — François Périer et Robert Hirsch) est l'exception qui confirme le fait.

Tableau de fréquentation du T.N.P. (1963-1971)

	Grande Salle	Salle Gémier
1963-1964	86,88 %	
1964-1965	98,93 %	
1965-1966	95,82 %	
1966-1967	86,35 %	52,41 %
1968-1969	91,19 %	31,84 %
1969-1970	74 %	80 %
1971-1972	37 %	74 %



Une scène de « SAUVES ».

Les raisons de cette chute sont nombreuses.

L'introduction des pièces modernes dans le répertoire est à porter à l'actif du T.N.P. de Wilson. Le **Chant public** de Gatti et **le Diable et le Bon Dieu** de Sartre ont fait le plein dans la grande salle. Cela n'a pas empêché une lassitude lente de l'accueil due en partie à l'abandon progressif des classiques, les valeurs dites sûres cédant la place à des œuvres souvent médiocres ou dont les mises en scène hâtives n'éclairaient pas la démarche profonde. Là, la responsabilité de l'équipe de jeu est certaine (de réalisation en réalisation, on retombait du maniérisme à la Mazzoti au dandisme appliqué à la Riquier et à la fausse spontanéité à la Judith Magre), mais certaine surtout la responsabilité du maître d'œuvre incapable de s'entourer de ceux qui, par une réflexion inscrite dans le jeu, auraient pu donner un sens à son travail.

Transitions et perspectives d'avenir

C'est pourquoi la saison actuelle est très importante pour l'avenir du T.N.P. et de tout le théâtre patronné par l'Etat. Malgré les réticences du ministère, qui venait d'éponger les deux cents millions (anciens) de déficit de l'année 1970-71, Georges Wilson a décidé de s'effacer devant de jeunes metteurs en scène, dont le travail antérieur, faisant du théâtre un art complet témoin de notre temps (Lavelli, Arias) ou une arme dans le combat politique (Jean-Pierre Vincent, la troupe de l'Aquarium), pouvait le mieux réindiquer à un public actif le chemin de Chaillot. Coup sur coup, trois pièces ont été jouées : **Capitaine Schelle, Capitaine Eçço** (1), de Rezvani, si remarquablement montée par Jean-Pierre Vincent qu'elle ressuscite la tradition des tournées du T.N.P. et continue sa carrière (tout février au théâtre Hébertot) ; **Des frites, des frites, des frites,** d'Arnold Wesker, et **Sauvés,** d'Edward Bond.

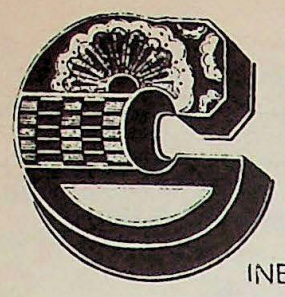
Ces deux dernières pièces ont pâti de mises en scène médiocres, incapables de sortir leur vraie dureté. La vraie dureté de **Sauvés** (2) ne réside pas dans la lapidation sur scène d'un bébé, contre lequel son père même va s'acharner (notre photo), elle réside dans la recrudescence du fascisme dans l'Angleterre d'après 1945, quand des troupes d'hommes jeunes se lançaient glorieusement, des bouteilles cassées à la main, contre n'importe quels êtres désarmés. Devant l'irresponsabilité de la violence, les valeurs vacillaient. Mais ce succès et ces demi-échecs mettent en lumière la totale liberté de choix de l'actuel directeur du T.N.P. A une époque où Marcel Maréchal est mis en accusation par la municipalité de Lyon pour avoir évoqué sur scène nos déroutes (celle d'Indochine ou d'Algérie) et où celle de Reims impose au ministère des Affaires culturelles, en la personne de Robert Hossein, un homme de théâtre de son choix, le T.N.P. peut encore être un de ces hauts lieux de l'expression libre, tel que Vilar l'a voulu et auquel, même ameuté par ses journalistes de service, le gouvernement n'oserait pas toucher.

Mais le sera-t-il ?

Le 30 septembre prochain, le mandat de Georges Wilson s'achève et ne sera pas renouvelé. Le problème est de savoir si le T.N.P. sera confié à un haut fonctionnaire qui célébrera les grandes fêtes d'un médiocre régime ou à un homme de théâtre, libre de constituer sous lui un collectif de création, assez indépendant de toute pression pour que la création ait un sens. Dans ce dernier cas, la nomination devrait s'accompagner de nouvelles mesures financières. Vouloir un T.N.P. libre, c'est le vouloir capable de défendre ses choix par la qualité de ses spectacles et leur portée sociale.

---

(1) Ed. Stock, coll. « Théâtre ouvert ».
(2) Ed. Christian Bourgois.



INEMA

La Cité engluée

A. Moutot

Le réalisateur américain **Alan Pakula** a choisi le très classique fil conducteur des œuvres policières. Il s'agit de l'enquête d'un détective « **Klute** » (Donald Sutherland) sur le sort d'un scientifique de situation sociale très aisée qui a disparu de son domicile très bourgeois. Le seul lien qui guide le policier dans ses recherches, c'est une « call-girl » qui aurait entretenu des relations suivies avec le disparu.

Une enquête policière et sociologique

Sans relâcher un instant l'intérêt du spectateur, l'enquête policière cède le pas à une minutieuse analyse de la vie d'une jeune putain lâchée seule dans la jungle d'une grande ville. Ce personnage, magistralement interprété par Jane Fonda, est la clef de voûte de l'œuvre. A partir de là, le scénario s'articule par bribes désordonnées et notations fugitives, ce qui insuffle l'exacte impression des pulsations déréglées du cœur de la grande cité : New York. Sans pudibonderie mais sans voyeurisme, le cinéaste balade sa caméra dans les milieux dits marginaux, le monde des drogués, des laissés pour compte que le rythme trépidant de la cité américaine a essouflés à jamais. Dans les entrailles crasseuses de la ville végètent ceux qui n'ont pas pu se faire une place au soleil capitaliste, ceux qui étaient battus d'avance dans ce « combat pour la vie » que l'idéologie bourgeoise présente comme une panacée.

Le contraire d'un opium

En un domaine où d'autres auraient pu donner dans le « scabreux », Pakula a su justement éviter le spectacle. Le lent déroulement de l'action, savamment calculé, convie plutôt à la réflexion.

Cet univers décadent s'avère le pendant indissociable de l'autre société, celle qui s'est adaptée, qui a réussi. Mais à quel prix ! Le représentant le plus exemplaire de cet autre monde, le « boss » qui a commandité le détective, s'avère être le seul coupable des meurtres en série commis contre des putains (ces meurtres sont racontés comme des confessions par une mini-cassette, jamais montrés au spectateur). C'est lui le responsable de la disparition du scientifique qui l'a surpris en flagrant délit. Pour sauvegarder les apparences de la bienséance et la maîtrise de soi qui conviennent à un P.D.G. américain parvenu au faîte de son ascension sociale, il n'a pas hésité à supprimer tous les révélateurs de son vice de détraqué.

Jane Fonda.

La force de l'œuvre réside dans le respect et la confiance que le réalisateur manifeste à l'égard du spectateur tenu pour adulte. A partir d'un genre classique qui aide à fixer des points de repère indispensables au récit, « Klute » se révèle comme un mode d'expression originale, témoin des réalités contradictoires de son époque, particulièrement apte à faire du septième art le contraire d'un opium. □

T.S. et ses lecteurs

Dans la plupart des lettres reçues (J.-P. Vernon - Paris ; Vincent Rimard - Sceaux ; C. Barel - Sèvres ; Dominique Delaval - Mouveaux (59) ; Marie-Françoise Beaume et des lecteurs de Grenoble (38) ; la section de Châtillon-sous-Bagneux (92) notent une amélioration de **T.S.**, tant sur le vocabulaire que sur la présentation et la compréhension, en particulier en ce qui concerne le numéro sur les « immigrés ».

La seule critique concerne les pages « Lettres aux militants » et le texte de la Commission Nationale Entreprise.

Le « Spécial Femmes » fait le sujet de plusieurs lettres (section de Tourcoing (59) - lecteurs de Grenoble (38) - M.F. Beaume, Dominique Delaval - et un étudiant de Toulouse) : ils considèrent ce numéro intéressant, mais émettent certaines critiques : parution trop tardive - regret que le journal soit daté, ceci le rendant plus difficile à vendre et à utiliser par les groupes de femmes qui veulent en faire un instrument de travail durant une certaine période (groupe P.S.U. de Mouvaux (59). Nos lecteurs critiquent les dessins parus dans ce numéro spécial qui ne sont pas d'un graphisme et d'un humour heureux.

Malgré ces quelques critiques, nos lecteurs trouvent cette initiative intéressante :

« La page sur les travailleurs des P. et T. qui montre l'isolement en milieu purement féminin m'a paru fondamentale ainsi que la mobilisation des femmes dans les courrées du Nord et leur solidarité ».

« Le but avoué de **T.S.** n'était que d'engager le débat et les textes publiés, malgré des lacunes, peuvent donc être une bonne base de départ d'une réflexion collective sur ce problème. En ce sens, ce « **TS.** Femmes », nécessaire, a été aussi bénéfique, d'autant plus qu'il y avait aussi de bons articles (filles de l'O.J.T.R., les marchés sauvages des femmes de Mantes, publication du tract du groupe du Bon Marché) ».

Les lecteurs de Grenoble « regrettent que quelques erreurs de présentation ou de vocabulaire marquent que le P.S.U. n'est pas réellement sorti d'une certaine vision très étudiante du combat révolutionnaire »

Un étudiant de Toulouse signale qu'il serait bon de ne pas publier d'articles sur les luttes n'ayant pas de liaisons directes avec le sujet principal traité dans un numéro spécial.

La section de Châtillon-sous-Bagneux (92) résume, dans son étude sur **T.S.** les nombreuses opinions exprimées par tous nos lecteurs dont nous avons précédemment reproduit des extraits de lettres.

Après ces nombreuses lettres sur la forme et la présentation de « T.S. », il est souhaitable que les lecteurs s'expriment sur le contenu des articles. Cela permettra à ce courrier des lecteurs de devenir un lieu de réflexion politique. □

ABONNEZ-VOUS

Abonnement à servir à

M., Mme, Mlle (nom et prénom) _____

Adresse complète : Rue _____ N° _____

Ville _____ N° Département _____

Je désire souscrire un abonnement de :

1 an (52 numéros) 50 F □ (1) 6 mois (26 numéros) 26 F □

Afin d'aider TRIBUNE SOCIALISTE je souscris un abonnement de soutien

1 an (52 numéros) 100 F □ 6 mois (26 numéros) 50 F □

Abonnement couplé avec la revue bi-mestrielle CRITIQUE SOCIALISTE

1 an { 6 numéros « C.S. » / 52 numéros « T.S. » } 74 F □

AVEC VOTRE ABONNEMENT **d'un AN** nous sommes heureux de vous offrir le livre : « Des militants du P.S.U. », présenté par Michel Rocard.

TRIBUNE SOCIALISTE, 9, rue Borromée, PARIS 15e - C.C.P. PARIS 5826-65.

(1) Cocher la case correspondante.

Minorités nationales

Le droit à l'autodétermination

Le texte que nous publions a été adopté à l'unanimité par l'ensemble des participants de la Rencontre des minorités nationales, qui s'est tenue à Narbonne les 29 et 30 janvier, et a réuni des militants bretons, basques, catalans, corses et occitans.

Ces deux journées ont été fertiles en débats. Elles marquent une avancée dans la prise en compte de ces problèmes, et doivent permettre l'élargissement de l'action déjà engagée, qui doit maintenant s'amplifier.

Nous reviendrons sur les vastes problèmes qui ont été soulevés. La rencontre constitue une première approche. Cela veut dire que beaucoup de confusions subsistent. Mais aussi que de nouvelles solidarités naissent.

Cent vingt militants bretons, basques, catalans, corses et occitans se sont rencontrés à Narbonne à l'initiative du P.S.U. pour échanger leurs expériences de lutte et confronter leurs analyses :

— L'hexagone français n'est pas un et indivisible. Les « régions » sont soumises à une stagnation ou à un dépérissement économique.

— Dans l'agriculture, c'est la dépossession des terres, la liquidation ou la prolétarisation des petits et moyens paysans.

— Dans l'industrie, c'est l'exportation des matières premières, la sous-industrialisation, les fermetures d'usines et le **chômage** ; il ne restera bientôt que des industries de sous-traitance ; c'est des salaires plus bas qu'à Paris et la surexploitation. Il y a aussi une liquidation des petits commerçants et artisans.

— Ceci entraine un déplacement de population : **émigration des jeunes,** arrivée de policiers, militaires, et retraités. Dans certains cas, on arrive à de véritables déserts.

Les seules solutions qu'on nous offre sont :

— un tourisme de classe, d'opérations de spéculations immobilières aidées par l'Etat ;

— le développement massif des installations militaires (groupe du Larzac, sous-marins atomiques en Bretagne) ;

— les parcs nationaux.

La loi de développement inégal du capitalisme est en grande partie responsable de cette évolution, mais elle ne suffit pas à expliquer la situation particulière de nos régions qui sont des minorités nationales.

La colonisation intérieure

La situation économique s'accompagne historiquement d'une oppression linguistique et culturelle. La Bretagne, Euzkadi, la Catalogne, la Corse, l'Occitanie ont une civilisation, une histoire, une langue qui ont été opprimées et le sont encore par l'Etat français. On nous impose la culture française et l'idéologie de la bourgeoisie dominante, et on tente de rabaisser notre langue et notre civilisation au seul niveau du folklore. Cette oppression culturelle, liée à l'exploitation économique nous permet d'affirmer que nous sommes en état de **colonisation intérieure.**

Devant cette situation, les luttes des travailleurs se sont développées et radicalisées récemment : lutte du pays basque à propos du procès de Burgos, des paysans et ouvriers bretons, des viticulteurs du midi, des paysans de Larzac contre le camp militaire et des Corses contre la suppression des voies ferrées, naissance d'un profond mouvement de culture populaire qui exprime, en utilisant souvent sa propre langue nationale, la révolte de nos peuples.

Les bourgeoisies locales chez nous font entièrement partie de la bourgeoisie française. Elles sont pour les travailleurs des ennemis au même titre.

Seule la **révolution socialiste peut renverser et changer la situation** : elle seule permet que chacun puisse vivre et travailler dans son pays ; elle seule permet d'acquérir la maîtrise des moyens de production (terre et usines) et des moyens de commercialisation et distribution. Cette maîtrise qui ne pourra être vraiment complète qu'avec le dépérissement des structures étatiques, seul le socialisme peut l'apporter.

Le droit à l'autodétermination

C'est là le clivage essentiel entre les révolutionnaires d'une part, les réformistes et les différentes fractions de la bourgeoisie d'autre part ; car un tel objectif n'est réalisable que par une révolution prolétarienne.

Nous soutenons l'exigence **d'autodétermination des nationalités opprimées en France,** y compris la reconnaissance du droit à l'indépendance.

Celà nous amène à dénoncer vigoureusement comme illusoires les projets d'aménagement régionalistes de l'exploitation capitaliste, de régionalisation type J.-J. S.-S. ou U.D.R.

Les mouvements ouvriers, trop souvent marqués par le jacobinisme, doivent inclure les revendications culturelles dans leurs luttes. Il faut revendiquer les **droits nationaux culturels** : statut de parité entre le français et les langues des minorités nationales (écoles, universités, administrations, T.V., presse) et le développement d'une authentique culture populaire.

L'action des mouvements des minorités nationales doit être étroitement reliée aux luttes du prolétariat français, des émigrés des minorités nationales et des travailleurs étrangers.

Ce qui importe d'abord aux nations de l'Etat français c'est le pouvoir de disposer de tous leurs moyens de production et d'échange au service de leur développement : pour que chacun puisse vivre et travailler dans son pays. Le seul moyen d'y parvenir c'est l'appropriation collective (au niveau des nations ou de certaines régions de ces nations) et la gestion collective et pas nécessairement étatique de ces biens.

Développer des luttes concrètes

C'est par conséquent au niveau des luttes concrètes contre le pillage du potentiel économique des nations opprimées que se forge la lutte nationale de libération, au nom du droit de vivre et de travailler dans son pays et d'en assumer l'avenir contre l'agression capitaliste et centralisatrice du mode et du cadre de vie du peuple travailleur.

Les points de programme suivants avec lesquels nous pouvons être d'accord ne sont que secondaires par rapport à cet objectif et à cette stratégie :

— Suppression des préfets et des autorités de tutelle;

— Election d'assemblée et d'exécutif au suffrage universel.

Les luttes des minorités nationales jouent un rôle déterminant dans la lutte du prolétariat contre le capitalisme et plus particulièrement contre l'Etat français oppresseur.

Les stratégies des luttes minoritaires peuvent être différentes entre elles, d'autant plus que les prises de conscience ne sont pas simultanées.

Dans la phase actuelle, compte tenu du développement des luttes de masse dans les minorités nationales, l'objectif prioritaire n'est pas la construction de partis nationaux mais :

— La lutte elle-même sur des bases concrètes;

— La coordination des luttes contre les Etats capitalistes.

Les militants présents à Narbonnes continueront à travailler ensemble pour échanger des informations, coordonner leurs actions et poursuivre le débat engagé aujourd'hui.

Ceux qui sont dans des organisations politiques ou syndicales hexagonales agiront pour que leurs organisations reconnaissent la réalité des minorités nationales, y compris en modifiant leurs structures et dans leur presse.

Quelques décisions concrètes sont prises :

— Développement d'un centre d'information et de diffusion entre minorités nationales, en utilisant en particulier l'A.P.L. ;

— Campagne « hexagonale » de solidarité avec le Larzac ;

— Echange entre Bretagne et Occitanie des deux pièces « M. Occitania » et « la Vacherie ».

— Principe d'une nouvelle rencontre en Bretagne ou Euzkady dans six mois ou un an, consacrée à la poursuite du débat, des échanges des expériences de luttes qui se dérouleront d'ici là, et qui consacrera plus de temps aux moyens concrets de coordination.

□